



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1955 JEUDI 6 MARS 2014

Électricité

Inga III suscite toujours l'intérêt des partenaires



Poste de dispersion d'Inga où l'électricité part vers les lignes HTA (Snél)

Pour la préparation du projet, la BAD va financer la RDC à hauteur de 75 millions de dollars et la Banque mondiale à hauteur de 73 millions de dollars. La première phase du projet dite Inga III a notamment suscité l'intérêt de l'Afrique du Sud et du Nigeria qui feront partie des premiers bénéficiaires de l'énergie électrique qui y sera produite. Sur la production de 4800 MW d'Inga III basse chute, 2500 MW seront réservés à la République Sud-Africaine, 1300 MW à l'industrie minière du Katanga et 1.000 MW pour la population de Kinshasa et du Bas-Congo à travers la société nationale d'électricité.

Cette dernière qui produit à ce jour un total de 1200 MW va d'abord passer à 1500 MW avec tous les projets de réhabilitation des machines des centrales hydroélectriques. Par la suite, sa production atteindra la puissance de 2500 MW amplement suffisant au pays grâce à la production d'Inga III.

Page 18

Céni

Martin Fayulu déterminé à faire aboutir sa pétition

Quelques 12.000 signatures seraient déjà récoltées à ce stade et la tendance pourrait être maintenue de sorte qu'à la fin, le seuil de 100.000 requis par la Constitution soit atteint. Le député de l'opposition Martin Fayulu croit en la justesse de son action. Il invite tous les patriotes à s'impliquer dans cette démarche initiée depuis le 18 février qu'il juge salutaire pour autant qu'il débouche sur l'éviction de l'abbé Malu Malu accusé d'être inféodé au pouvoir.

Cependant, il y a lieu de s'interroger sur le sort de cette pétition dans une Assemblée nationale acquise à la cause de la majorité. En outre, le fait que le règlement intérieur de la Céni et la loi organique portant organisation et fonctionnement de cette institution demeurent aphones quant à la procédure de démission du président de la Céni complique davantage l'équation.

Page 17



Martin Fayulu, président de l'Ecide

GÉCAMINES

La société envisage de construire une centrale électrique d'ici 2017

La Générale des carrières et des mines (Gécamines) tient à construire une centrale électrique au charbon de 500 mégawatts en 2017. Une étude de faisabilité qui prendra fin en septembre aurait été commandée par cette entreprise publique plus que jamais déterminée à augmenter sa production de cuivre. Les travaux de construction de cette centrale électrique prendront environ deux ans et pourront débiter d'ici la fin de cette année ou au début de 2015, apprend-on des sources proches du projet. Jadis considérée comme l'un des grands producteurs de cuivre au monde produisant 476 000 T, la Gécamines a dû faire face en 1986 à un déficit énergétique qui l'a conduit à arrêter ses activités au début des années 2000. L'entreprise qui n'a produit que 60.000 T de cuivre en 2013 vise à porter ce chiffre à 100.000 T cette année.

Page 20

FOOTBALL

L'ancien Léopard Lembi Lemons malade et hospitalisé

L'ancien Léopards champions d'Afrique des Nations en 1968 a été transféré depuis le 24 février à l'Hôpital général de référence de Kinshasa. Il se trouverait, d'après ses proches, dans un état critique et sans ressources. D'après le président de la Ligue sportive pour la défense et la promotion des droits de l'homme, cette ancienne gloire du football congolais est privée, à l'instar d'autres anciens Léopards champions d'Afrique 1968 et 1974, de trente-deux mois de salaire. Ce salaire serait, à en croire Me Alain Makengo Kikandu, bloqué et gelé arbitrairement depuis trente-deux mois auprès de l'ordonnateur délégué du gouvernement.

Lembi Lemons est le papa d'Hervé Nzelo-Lembi, international congolais né le 25 août 1975 à Kinshasa qui a joué à l'AS V.Club, avant d'aller à Lokeren en Belgique en 1992 où il a obtenu le surnom d'ébène sous le maillot de FC Bruges.

Page 21

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Irina Bokova engagée à accorder la priorité aux droits des filles

Pour la directrice générale de l'Unesco, la célébration de la journée du 8 mars est un moment propice pour passer en revue les différentes actions réalisées et pour relever les défis qui restent tout en scrutant les opportunités encore inexploitées. Irina Bokova réaffirme son engagement dans la lutte pour la prise en compte des droits reconnus aux femmes et aux jeunes filles dans l'agenda mondial et dans tous les domaines de compétence de l'Unesco.

Elle reste convaincue que l'autonomisation des femmes constitue le point de départ de l'édification d'un monde plus pacifique. Aussi invite-t-elle la communauté des Nations à unir ses forces, à accélérer le rythme et à redoubler d'efforts pour atteindre l'égalité des genres dans chaque région du monde.

Page 17

ÉDITORIAL

Vous, nous...

Que nous le voulions ou pas, que cela nous plaise ou non, nous sommes tous embarqués sur le même navire et nous naviguons tous sur la même mer. Ce qui veut dire que notre sort personnel dépend pour une large part du sort de la collectivité à laquelle nous appartenons. Ce qui veut dire aussi que nous devons porter la plus grande attention à la gestion de la chose publique par les hommes et les femmes que nous avons élus, ou que nous élirons dans les semaines et les mois à venir.

Rappeler cette évidence dans le moment présent n'a rien de déplacé ni d'artificiel puisque le temps est proche où chacun d'entre nous va devoir se rendre dans le bureau de vote le plus proche de son domicile, s'isoler un instant afin de choisir le candidat ou la candidate qui lui paraît le mieux armé pour défendre la collectivité, déposer ensuite dans l'urne le bulletin correspondant et s'acquitter ainsi de son premier devoir de citoyen. À quelques semaines des élections locales, alors que les partis politiques commencent tout juste à se mobiliser pour tenter d'avoir le maximum de maires et de conseillers municipaux issus de leurs rangs, il n'est pas inutile de rappeler que dans une démocratie ce sont les citoyens, tous les citoyens sans exception, qui sont les véritables décideurs.

Ce rôle très particulier qui leur revient devrait, en bonne logique, conduire chacun d'eux à se montrer plus exigeant qu'il ne l'est dans le choix de ses futurs représentants.

À celles ou ceux qui s'apprêtent à briguer de nouveau nos suffrages, nous ne saurions trop conseiller, par conséquent, de dresser sans plus attendre le bilan de leur action au service de la société. Et à celles ou ceux qui semblent décidés à se lancer dans la course, nous suggérons de dessiner dès à présent les grandes lignes du programme qu'ils appliqueront s'ils viennent à être élus dans le proche avenir. Difficile à l'échelle nationale, ce travail n'a rien d'impossible à l'échelle locale étant donné la proximité géographique des électeurs et des candidats. S'il est correctement mené, il aidera à résoudre l'un des problèmes auquel les sociétés modernes se trouvent confrontées, à savoir celui de la proximité des électeurs et des élus.

Les Dépêches de Brazzaville

SÉNAT

L'ambassadrice des USA reçue par André Obami Itou

Le Congo et les États Unis entendent renforcer leur coopération. La question a été au centre des entretiens que le président du Sénat, André Obami-Itou, a eus le 5 mars à Brazzaville avec l'ambassadrice des États-Unis au Congo, Stephanie Sullivan.

Au cours de l'audience que le président du Sénat a accordée à cette dernière, les deux parties ont échangé sur les différents projets que les deux pays ont en commun, à savoir le renforcement des institutions de la démocratie, le soutien pour le développement économique durable au Congo, l'amélioration de la sécurité maritime et la recherche scientifique. La diplomate américaine a en outre réitéré à son interlocuteur le soutien des États-Unis dans la lutte contre le VIH-sida.

André Obami-Itou et son hôte ont également évoqué la question des cantines scolaires que les deux pays ne cessent d'animer dans les différentes écoles primaires, ainsi que les projets d'agriculture à développer afin d'arrêter à l'avenir l'épineuse question des



Stephanie Sullivan et André Obami Itou

aliments importés. L'ambassadrice des États-Unis a d'autre part félicité le président du Sénat congolais pour les efforts que le Congo ne cesse d'entreprendre pour le maintien de la paix dans la sous-région, notamment en Centrafrique, ainsi que dans le domaine de la sécurité mari-

time dans le golfe de Guinée. Abordant les aspects liés à la bonne gouvernance, Stéphanie Sullivan a fait savoir qu'elle avait beaucoup échangé avec son hôte pour le renforcement des institutions de la démocratie en associant la société civile.

Jean-Jacques Koumbemba

ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

92 817 personnes recensées dans le Pool

Le coordonnateur départemental du recensement administratif spécial (RAS) dans le département du Pool, Marius Mouambenga, a clôturé officiellement mardi à Kinkala, chef-lieu dudit département, les opérations du recensement administratif lancées le 4 août 2013.

Ces opérations, qui concernaient les douze districts du Pool, ont permis de recenser au total 92 817 personnes, soit 14 271 personnes recensées sur la base de pièces d'état civil et 4 675 autres sur simple témoignage.

Ces résultats partiels sont, selon le rapporteur de la commission locale du RAS, Joseph Kikoua, le reflet des difficultés rencontrées par les équipes du recen-

sement sur le terrain. Parmi les difficultés évoquées, on cite le manque de pièces d'état civil, le refus de certains citoyens, le manque d'intérêt des chefs de quartier et l'absence de moyens roulants pour le déplacement des équipes spéciales.

Les résultats du RAS dans le Pool se présentent ainsi qu'il suit, selon les districts : Mindouli, 18 037 personnes ; Boko, 5 648 ; Louingui, 4 481 ; Vindza, 2 677 ; Kimba, 2 227 ; Kindamba, 6 664 ; Mandza-Ndouna, 3 922 ; Loumo, 1 527 ; Mayama, 2 761 ; Ignié, 9 313 ; Ngabé, 14 12 ; et Goma Tsé-tsé, 7 466 ; Kinkala, 14 27. Ce qui représente un total de 92 817 personnes recensées dans le Pool.

La Rédaction

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba

(chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

Rominique Nerplat Makaya (stagiaire)

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service),

Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service),

Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice

Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat :

Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Coordonnateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa

Société : Lucien Dianzenza

Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole

Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe -

Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas

Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable coordination et communication :

Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delorme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces

: Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet,

Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi,

Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-presses et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel

Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba,

Epiphany Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble

Les Manguiers (Mpla), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel

Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma

Assistante : Laura Ikambi

23, rue Vaneau - 75007 Paris - France

Tél. : (+33) 1 40 62 72 80

www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpla), Brazzaville,

République du Congo / Tél. : (+242) 05

532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau

75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

INTEMPÉRIES À BRAZZAVILLE

Dégâts matériels et pertes en vies humaines à Massengo

La pluie diluvienne qui s'est abattue dans la nuit du 4 au 5 mars à Brazzaville a causé d'importants dégâts matériels et des pertes en vies humaines à Massengo, dans le neuvième arrondissement Djiri.

Une catastrophe naturelle occasionnée par les eaux de pluie provenant du quartier Mont-Boukiero où des travaux d'aménagement sont en cours. La canalisation inachevée de cette voie a ouvert une brèche aux eaux ayant causé un glissement de terrain.

Résultat: plusieurs maisons engouties. Les habitants du quartier rencontrés mercredi aux premières heures avaient des visages tristes, un air inquiet et désespéré. Certains étaient incapables de retenir leurs

larmes. Telle est l'image ramassée de cette partie de la ville. Face à cette infortune, certains ont décidé de déménager tandis que d'autres s'activaient à sortir des décombres d'éventuels cadavres. À l'aide de pelles. Le nombre exact de morts n'étant pas encore connu, jusqu'à 10 heures, les populations affirmaient avoir encore des disparus dans certaines familles. Image du jour, un enfant d'environ quatre ans qui a pu être retiré vivant des décombres et conduit dans un centre hospitalier.

D'après les habitants de ce quartier, «cette érosion n'existait pas au départ. Elle s'est trouvée là en raison de la canalisation encore en chantier de cette voie de Mont-Boukiero. Le glissement de terrain



La route nationale n°2 menacée par l'érosion

a débuté peu avant minuit, et je me suis battu pour sortir mes enfants. Pour l'heure, une

famille recherche encore trois de ses membres.» La situation n'a pas laissé indifférents les services des sapeurs-pompiers qui sont arrivés sur le terrain pour la recherche des disparus.

férier garer leur véhicule afin de reprendre plus tard le service. Malgré la volonté des agents de la police routière de décongeler la RN2, qui a également été endommagée, la file d'attente est restée insupportable aussi bien pour les particuliers que pour les transporteurs en commun.

Les habitants des quartiers Massengo, Soprogi et autres ont dû faire le parcours à pied. Le long de la route, certains ont essayé de recueillir des informations afin de s'enquérir de la situation. Enfin arrivées sur les lieux de dégâts, les populations étaient dans l'émoi en constatant les faits.

**Lydie-Gisèle Oko
et Josiane Mambou-Loukoula**

La mairie de Brazzaville s'en remet au gouvernement

Les dégâts graves causés par la pluie du 4 au 5 mars ont suscité la réaction des autorités de Brazzaville.

Au terme d'une tournée de la délégation du maire de la ville de Brazzaville dans les quartiers dévastés par la pluie, le constat est difficile à cause de l'ampleur des dégâts matériels et humains: «Les dégâts sont graves entre la commune de Djiri et le marché de Massengo. Il y a eu des morts, les dépouilles mortelles ont été transportées à la morgue municipale sur instruction du maire de la ville de Brazzaville. Au cimetière Itatolo, sur la chaussée de la deuxième sortie nord de Brazzaville, notamment au quartier Ngamakosso y compris sur le pont du quartier Mikalou, on pouvait voir comment le sable a envahi ces endroits», explique Abraham Ibéla.

Les faits dépassent l'entendement de la mairie centrale, et l'implication de toutes les autorités y compris celle des services sociaux s'impose. «Au terme du constat fait, l'autorité municipale est tenue de transmettre tous ces faits au gouvernement de la République», a ajouté Abraham Ibéla. À Brazzaville, les dégâts occasionnés par les pluies sont récurrents. Dans certains quartiers, le phénomène suscite des agitations de la part des populations. «Nous avons entendu des cris de secours dès l'arrivée de la délégation du maire. Il fallait arriver sur les lieux et se rendre compte de ce qui s'est passé et enfin en parler à l'autorité de tutelle qui à son tour rendra compte à qui de droit. Néanmoins, il est important de prendre des mesures sociales», précise Abraham Ibéla.

Fortuné Ibara

Ambiance de la matinée du 5 mars

Comme d'habitude, les populations de cette partie de ville vivant en amont de la zone de dégâts ont été surprises de constater un embouteillage sans précédent en arrivant à leur arrêt de bus respectif. À leur grande surprise, ils ne pouvaient ni emprunter un bus, ni même un taxi pour rejoindre leurs destinations.

Une situation qui a contraint les chauffeurs de transport en commun à rebrousser chemin. D'autres, par contre, ont pré-

VIE ASSOCIATIVE

Jeune Chambre internationale M'foa la verte met en place ses instances dirigeantes pour 2014

La cérémonie qui a eu lieu à l'hôtel Saphir de Brazzaville, en présence du président national 2014 de la JCI Congo, René Nkounkou, a été l'occasion pour l'équipe dirigeante sortante, présidée par Souleymane Bachirou, de céder le témoin à la nouvelle, présidée par Wicksteed-Hermann Ngankou.

«Quelle plus belle image d'unité, d'un mouvement en marche, en actions, quelle plus belle dynamique de réussite collective pouvions nous offrir à nos communautés? Quelle plus belle source de motivation pouvions-nous offrir à nos membres? Quel plus beau sentiment pourrions-nous ressentir en tant que membre de la JCI que de savoir que notre action est utile, connue et reconnue, que notre engagement est primordial pour qu'ensemble nous continuons à faire grandir nos membres et notre mouvement?», s'est interrogé le président sortant.



La photo de famille. (© DR)

Courant sa mandature, la CJI M'foa la verte a, parmi tant d'autres actions menées dans le domaine communautaire, commémoré la Journée mondiale du don de sang en faisant un don de sang au Centre national de transfusion sanguine; le projet «Un enfant, un geste, un sourire» pour redonner le sourire en période de Noël aux enfants hospitalisés du service pédiatrie-nourris-

sons du centre hospitalier universitaire de Brazzaville. En tant qu'organisation citoyenne, le projet «Une école, un drapeau», développé au collège d'enseignement général de la paix en début d'année scolaire pour rappeler les signes et symboles de la République, a été d'un succès dépassant leurs attentes. Certes, beaucoup reste à faire, pense-t-il, mais le plus important

était d'agir. Son successeur, Souleymane Bachirou, a demandé à tous de le soutenir fortement, car les résultats ne sont que le fruit de l'effort de tous. Puis il a cité Nelson Mandela qui disait: «Aucun de nous en agissant seul ne peut atteindre le succès.» Il dit donc compter sur ses amis.

Le président national de la JCI Congo, René Nkounkou, a demandé

à tous les membres de s'engager plutôt que d'être passifs: «Vous devez vous battre activement afin de changer le monde. Associer les représentants du gouvernement, de la société civile, qui nous ont toujours soutenus, pour que notre action dans la société puisse avoir un impact.»

Puis est intervenue la collecte des fonds pour soutenir l'action de 2014.

Notons que la JCI, fédération mondiale de jeunes citoyens actifs a pour principale mission d'offrir aux jeunes gens des opportunités de développement qui leur permettront de créer des changements positifs. La JCI M'foa la verte est une organisation locale d'affiliation nationale et mondiale dont le but est la formation au leadership et le service à la communauté. Cette organisation œuvre à Brazzaville pour créer un nouveau type de jeunes, citoyens actifs capables de créer des changements positifs dans cette communauté.

Bruno Okokana

In the light of geopolitical power shifts and the radically altered global economy, Amnesty International needs to develop its presence in West and Central Africa. For this reason,

The International Secretariat of Amnesty International is Seeking for

A Deputy Regional Director, Research – West and Central Africa Regional Office (Réf. : DRDR_WCARO)

Regional Director, West and Central Africa Regional Office (Réf. : Hub_D)

Reporting to the Regional Director of the West and Central Africa Regional Office, the Deputy Regional Director will be charged with the following missions :

- Support the Regional Director in the establishment and management of the regional office;
- Contribute to the development and implementation of the operational plans for the region;
- Ensure the application of Amnesty International (AI) standards of work in areas of research strategy and methodology;
- Represent Amnesty International, in the field and elsewhere, including with government officials and to the media and contributes to the management of the International;
- Advise and support the Regional Director and broader management group on Amnesty International's substantive human rights work in the region;
- Recruit and manage staff and financial resources and ensure integrated working of a multi-functional office;
- Manage risk assessments and oversee the implementation of security procedures;
- Positively support Amnesty International's fundraising goals and act as an ambassador for Amnesty International;
- Participate in the corporate management of the International Secretariat;
- Monitor, manage and report on budget.

Reporting to the Senior Director, Global Operations, the **Regional Director** will be charged with the following missions :

- Lead and oversee the establishment and management of the Dakar based regional office for West and Central Africa;
- Manage and integrate a team of experts in human rights, campaigning, media and content to deliver impactful work for the countries that exist within the region;
- Contribute to the development and implementation of organization wide integrated strategies to deliver human rights;
- Ensure the integrated working of a multi-functional office delivering on effective research, campaigning, communication, movement building, growth, fundraising and key relationship building strategies;
- Participate in the leadership, management and development of the International Secretariat;
- Recruit and manage staff of the regional office and including those working remotely and ensure performance is managed and talent is nurtured;
- Enhance Amnesty International's profile and presence in the region;
- Set, monitor, manage and report on budget and expenditure for the regional office hub;
- Determine the strategic allocation of the hub's resources.

You will be educated to Masters level or equivalent in International law, Human rights or similar with 10 years of experience in this field. You have fluency in French and an excellent knowledge of English. You are open minded and able to lead a team in a multi-cultural environment and handle with confidential matters. You need to be impact focused and have strong communication and leadership skills. In-depth experience in Human Rights in the region of work with impressive strategic, analytical and organizational skills. You will have the credibility and networks to engage with government, cross regional bodies and the media; you will have well honed advocacy and influencing skills.

Team leadership skills : Inspirational and resilient leader; political and personal relationships' skills; Flexible, change oriented, credible. Demonstrated experience of working and living in West and Central Africa

Interested candidates that meet the above requirements should forward a detailed CV and cover letter to ecoafrique@ecoafrique.net before March 12th, 2014.



2, avenue Hassan II Ex Albert Sarraut
BP 1029 – Dakar
E-mail : ecoafrique@ecoafrique.net
**Penser autrement vos
Ressources Humaines**

Position based in Dakar

Only shortlisted candidates will be contacted

AVIS DE RECRUTEMENT

Société basée à Brazzaville procède au recrutement:
D'un(e) assistant de direction

Profil du candidat:

- F/ H de 25 - 35 ans
- Etre titulaire d'un BAC+2 minimum
- Avoir une excellente présentation
- Justifier d'une expérience professionnelle significative comme assistant de direction
- Etre discret, disponible, réactif, organisé, avoir l'esprit d'équipe et être capable de travailler sous la pression
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Excel, Word et Outlook) et une bonne vitesse de frappe
- Maîtriser parfaitement le français (écrit et parlé)
- Avoir une bonne connaissance de l'anglais (écrit et parlé)

Mission:

Assister le directeur général dans ses tâches administratives et commerciales :
- Gestion d'agenda, appels téléphoniques, organisation des déplacements etc...
- Rédaction de courriers et e- mails

- Assurer la communication entre le directeur et le personnel de la Société
- Traiter la partie administrative des appels d'offres et rédiger des offres commerciales
- Traiter les affaires courantes au quotidien.

Dossier à fournir:

- Lettre de motivation
- Curriculum vitae détaillé avec photo
- Copies certifiées conformes des diplômes, certificats, attestations de travail
- Certificat ONEMO
- Extrait de casier judiciaire

Adresse de dépôt de dossier: Au journal

CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle FALCO ITOUA Léonid Joella. Je désire m'appeler désormais BABADY MODDY Léonid Joella. Toute personne ayant un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

Projet à la recherche d'un juriste spécialisé en Droit pénal et procédure pénal. Connaissance et intérêt pour la protection de la faune.

Pour postuler appeler 068231636 ou 056154110.

NÉCROLOGIE



Jean Bruno Ndokagna, Urbain Koundzala et tous les agents des Dépêches de Brazzaville ont la profonde douleur de vous annoncer la mort de Pascal Essimba ancien responsable des Dépêches, décès survenu le 2 mars 2014 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au N° 136 de la rue Ankou Talangai. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Programme des obsèques de Cyriaque Mbambou

La famille Mbankoua, Sébastien Loubayi (Deloubaye), Guy Richard Nkouakoua, Rufin Massengo, informent les parents, amis et connaissances que les obsèques de Cyriaque Mbambou, décédé le 24 février à Brazzaville, se dérouleront comme suit :

Vendredi 7 mars à 8h00 levée de corps à la morgue de Makélékélé ;

10h00 : recueillement au domicile du disparu, n°74 rue Ignace Moutanda à Moukoundzi Ngouaka ;

12h00 : culte en l'église protestante au centre d'accueil à Moukoundzi Ngouaka

13h00 : départ pour le cimetière de Loukanga

17h00 : Fin de cérémonie.

Idées-forces, sujets en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

□ «Seule la fermeté avec Vladimir Poutine, avec la Russie paiera. La fermeté, doit d'abord être celle de l'Union européenne. Dans cette crise ukrainienne, l'Europe a rendez-vous avec son histoire.»

Bruno Le Maire, député UMP de l'Eure, ancien ministre français, RFI, le 5 mars 2014

□ «On pense avoir l'éternité devant nous, alors qu'au regard de l'émergence, un jour de perdu n'est jamais rattrapable.»

Roger Tsafack Nanfosso, Cercle de réflexion économique du Gicam (CREG), Jeune Afrique, mardi 04 mars 2014

□ «Malgré les difficultés qu'elle connaît, l'Afrique doit sceller une rupture avec l'image traditionnelle véhiculée, celle d'un continent pauvre où sévit la dictature et la violence»

Moncef Marzouki, président tunisien, Atlas Info.fr, le 5 mars 2014

□ «Toutes les tragédies du XX^e siècle ont pour cause l'oubli ou l'ignorance ou la destruction de la conscience de soi quand les hommes abdiquent ou sont contraints d'abdiquer leur moi dans un grand tout : le parti, l'Etat, la religion, la race.»

Dominique Rousseau, Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, liberation.fr, 5 janvier 2012

□ «Nous, Centrafricains, devons assumer notre part de responsabilité en nous engageant corps et âme pour une sortie durable de la crise actuelle»

Cathérine Samba-Panza, présidente de la Centrafrique, Les Dépêches de Brazzaville, numéro spécial mars 2014.

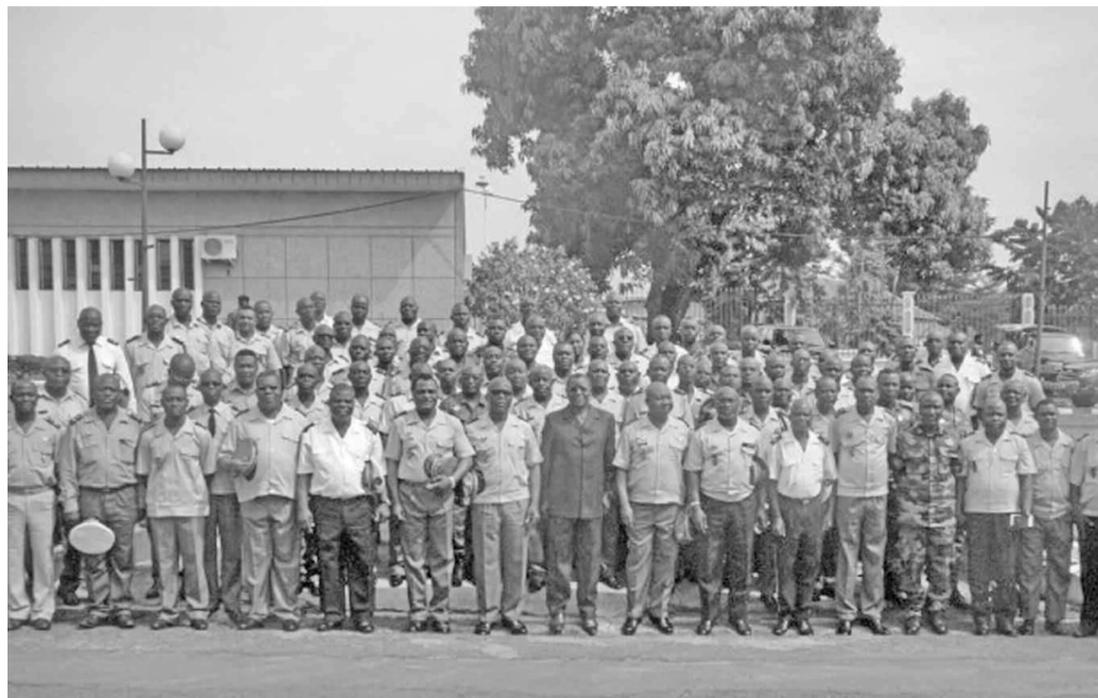
CHANGEMENT DE NOMS

Ma fille s'appelle MPIANDION ITOUA Alphonsia Grâce. Je désire désormais l'appeler MBINA Paulina Grâce. Toute personne ayant un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

DÉFENSE

Les commandants de formations et chefs de corps renforcent leurs capacités

Le troisième séminaire qui s'est ouvert le 4 mars à Brazzaville est destiné à les préparer et les armer en vue des objectifs prioritaires de 2014.



Les participants au séminaire. (© Adiac

À l'ouverture, le chef d'état-major général des forces armées congolaises (FAC), le général de division Guy-Blanchard Okoï, a invité les participants à prendre en compte l'ensemble des indicateurs de performance attendus du commandement qui restent d'actualité. Il s'agit notamment de la connaissance des missions relevant du chef de corps, des revues périodiques des effectifs et des matériels, du suivi et du contrôle permanent des activités programmées, des moments de cohésion et de partage, ainsi que de la bonne connaissance des autorités civiles et militaires. Toutefois, a-t-il rappelé, pour devenir une réalité, l'utilisation cadrée des services spécialisés constituent en substance, les «lignes de vie» qui permettront aux participants de se familiariser au concept de commandement.

Ce séminaire vise quatre objectifs : préparer les chefs de corps à un meilleur exercice de leur fonction ; engager les commandants de formations et chefs de corps à une meilleure prise en main des hommes ; promouvoir un échange entre les commandants de formations, les chefs de corps et les chefs organiques et opérationnels visant à harmoniser les méthodes de commandement ; mettre en exergue la responsabilité des commandants de formations et chefs de corps, notamment dans la fonction contrôle et compte rendu. Dans son allocution d'ouverture le chef d'état-major général des FAC, le général de division Guy-Blanchard Okoï, a recommandé aux participants de travailler en symbiose avec leurs supérieurs et leurs homologues de la police et de la gendarmerie: «L'efficacité de votre commandement

dépend de la qualité de la relation que vous entretenez avec vos collaborateurs. En clair, les rapports avec vos subordonnés doivent comporter une chaleur humaine pour susciter adhésion active, discipline consciente et volontariste.» Il les a, par ailleurs, invités à s'armer aux principes de compétence professionnelle irréprochable, de capacité d'écoute, du sens de la participation, et de la disponibilité de tous les instants. Prennent part à cette session de quatre jours, les commandants des brigades, commandants des groupements, des bases navales et postes navals, commandant des écoles et centre d'instruction, commandant des bases aériennes, chefs de corps de la réserve ministérielle et les commandants des bataillons et structures assimilées.

Guillaume Ondzé

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 | +242 06 992 04 91
E-mail : iprc@iprc-training.org / Site web: www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez-nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
MDP05	Comment répondre à un appel à projet des bailleurs de fonds: outils, technique et pièges à éviter	5 jours	03 au 07 mars 2014
GMP02	Formation en passation des marchés publics (Travaux, Fournitures et Services)	15 jours	03 au 21 mars 2014
MDP14	Maîtriser les approvisionnements et la gestion des contrats en management de projets	5 jours	17 au 21 mars 2014
EP15	Perfectionnement en Excel	4 jours	24 au 27 mars 2014
EP04	Assurer la fonction d'Assistant (e) de direction	5 jours	24 au 28 mars 2014
EP05	Techniques de rédaction administration	5 jours	24 au 28 mars 2014
MDP01	Planification et Gestion des projets avec MS Project	10 jours	01 au 11 avril 2014
MDP13	Etude d'impact environnemental et social des projets	5 jours	07 au 11 avril 2014
BTPO2	Assurer la fonction de conducteur de travaux	5 jours	14 au 18 avril 2014
GRH04	Outils de pilotage des Ressources Humaines	3 jours	15 au 17 avril 2014
GMP07	Gestion des contentieux dans l'exécution des contrats des marchés publics	4 jours	15 au 18 avril 2014
GMP04	Essentiel de la passation des marchés : rappel pour spécialistes, Chef de projets, Chefs de cellule de passation de marchés etc.	5 jours	21 au 25 avril 2014
BTPO7	Maîtriser le logiciel EPANET : dimensionnement des réseaux d'eau	5 jours	Nous contacter
BTPO3	Dessiner avec Autocad 2D&3D : initiation et perfectionnement	10 jours	Nous Contacter





ECAIR RECRUTE

Equatorial Congo Airlines, en sigle ECAir, la compagnie aérienne nationale congolaise recherche des candidats appropriés pour la fonction suivante:
Elève Pilote (H/F)

Conditions :

- Etre de nationalité congolaise;
- Etre âgé de 18 à 27 ans;
- Etre en bonne santé.

Qualifications :

- Niveau scolaire requis: BAC + 3 ou supérieur;
- Connaissances mathématiques de base: algèbre, géométrie, trigonométrie, calcul mental + physique de base;
- Motivation pour le métier de pilote et connaissance du secteur aérien (par lecture, internet, jeux vidéos spécialisés);
- Psychomotricité;
- Capacités en anglais (écrit et parlé).

Avantages en vue de la sélection:

- Expérience aéronautique préalable;
- Etre résistant au stress;
- Esprit analytique, synthétique et d'initiative;
- Etre détenteur d'un permis de conduire.

Nous nous réjouissons d'avance de recevoir votre candidature (cv et lettre de motivation) à l'adresse suivante avec la mention « Elève Pilote »:
pnt@flyecair.com

Date limite de dépôt des candidatures:

7 mars 2014

DÉVELOPPEMENT

L'île Maurice occupe la première place à l'Indice africain

L'île Maurice se classe à la première place du premier African Index on Economic Transformation and Depth (diversification, productivité, compétitivité à l'exportation et bien-être des habitants), selon le rapport 2014 de l'African Center for Economic Transformation (ACET) publié mardi.

L'île touristique du sud-ouest de l'océan Indien devance 20 autres pays africains, y compris l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, l'Ouganda, le Kenya et le Gabon. Parmi les critères qui ont été considérés par l'ACET dans l'évaluation des pays, il y avait la diversification de la production et des exportations ; la compétitivité à l'exportation et les profits ; les hausses dans la productivité ; le rehaussement technologique et «les améliorations économiques au bien-être humain, en particulier en élargissant l'emploi productif formel».

Maurice se classe premier dans tous les indices sauf dans celui de la productivité (2e) et le domaine des

technologies, (14e) où l'Afrique du Sud demeure le leader sur le continent, suivi du Sénégal, de l'Ouganda, du Nigeria, du Botswana, de la Zambie et du Kenya. Le rapport, qui analyse la période 2000-2011, rappelle que les cinq piliers de la croissance de l'île Maurice sont le sucre, le textile, le tourisme et l'hôtellerie, et les secteurs plus récents des services financiers et des TIC, en expansion. Ensemble avec le Botswana, l'île Maurice a eu la croissance la plus impressionnante du PIB par habitant de 1971 à 2010. À partir d'un taux de croissance de 0,6% par an dans les années 1970, le PIB par habitant a grimpé rapidement à 5,1% par an dans les années 1980, quand Maurice a entrepris sa transformation d'un exportateur de sucre mono-culture à un exportateur de textiles et les vêtements. Son PIB par habitant (PPP 2005 US\$) a plus que triplé de 1981 à 2010.

«Maurice doit sa performance économique remarquable de bonne gouvernance économique, les réformes stables pour soutenir

la croissance à long terme, un environnement favorable aux entreprises, efficaces relations État et les entreprises, et la proactivité de l'État dans le soutien transformation, notamment en attirant les investisseurs étrangers et l'accès aux marchés étrangers», écrivent les auteurs du rapport.

Contrairement au Botswana, l'île Maurice a combiné croissance régulière à la diversification de la production et des exportations, note ACET. La part du secteur manufacturier dans le PIB est passée d'une moyenne de 19% dans les années 1970 à 25% dans les années 1980, mais a depuis chuté à 17% en 2011.

«Grâce à une stratégie de développement axée sur l'exportation, l'île Maurice a développé les exportations de textiles et vêtements et le tourisme pour compléter les exportations de sucre. Avec l'expiration de l'Accord multifibres et l'avènement de la Chine dans le marché mondial du textile, Maurice est en train d'affiner sa stratégie visant à trouver d'autres

sources de croissance des exportations. Les services contribuent une part croissante du PIB notamment des services financiers, le tourisme et les hôtels et restaurants», peut-on lire dans le rapport. Le rapport souligne le rôle du Conseil économique mixte, un organe de coordination du secteur privé dans la promotion des intérêts des entreprises et des parts de vue des entreprises sur la stratégie de développement du gouvernement.

«Il existe également un mécanisme formel d'interaction à travers des négociations tripartites sur les salaires, la présentation de mémoires pour le budget national, et la représentation dans les comités public-privé. Maurice a plusieurs avantages institutionnels, pas moins d'un code d'investissement transparent et bien défini et le système juridique, et un régime fiscal concurrentiel et efficace. Les entreprises et les particuliers paient un taux d'impôt sur le revenu forfaitaire de 15%». Le rapport fait mention des progrès

réalisés par Maurice dans les indices internationaux de la primauté du droit, de l'investissement, et de la facilité de faire des affaires. «L'île est le premier en Afrique sub-saharienne sur la règle de l'indice de la loi. Il a fait des progrès sur la facilité de faire des affaires, se classant 19e sur 183 pays sur l'Indice 2012 Activité d'affaires, d'abord en Afrique devant l'Afrique du Sud (34e) et le Botswana (59e). Elle est également classée 14ème dans le monde sur la facilité de démarrage d'une entreprise et sur la force de protection des investisseurs et 12 sur la facilité de payer des impôts», indique le rapport.

Le Centre africain pour la transformation économique (ACET) a été créé en 2007 pour promouvoir la qualité des services d'analyse politique et de conseil, d'aider les gouvernements africains dans la réalisation de la croissance à long terme et la transformation des économies africaines. Il est basé en Afrique du Sud.

Xinhua

4 milliards d'euros d'aide de l'UE à l'Afrique centrale, priorité à la RDC et au Rwanda

Le commissaire européen au Développement, Andris Piebalgs, a annoncé, à la veille de sa visite dans la région des Grands-Lacs, l'octroi de nouvelles aides de l'Union européenne (UE) en faveur de la République démocratique du Congo (RDC) et du Rwanda, d'un montant respectif de 620 et 420 millions d'euros pour la période de 2014-2020, et 3 milliards d'euros aux autres gouvernements et organisations régionales de l'Afrique centrale.

Andris Piebalgs sera accompagné du ministre belge de la Coopération internationale, Jean-Pascal Labille. «La région des Grands-Lacs et ses habitants ont eu à relever des défis exceptionnels ces dernières années, et ce n'est pas terminé, a déclaré le commissaire européen. Toutefois, force est de constater que la fin du conflit avec le M23 et les signes encourageants d'amélioration de la stabilité et de la sécurité qui ont été observés ouvrent de nouvelles perspectives.»

Mais, «ne nous leurrions pas : le problème des groupes armés n'est pas résolu et devra continuer de retenir notre attention. Nous ne pouvons pas

pour autant perdre de vue nos objectifs de développement économique et social à long terme. Avec l'accord-cadre pour la paix et la sécurité signé à Addis-Abeba (Éthiopie), nous disposons d'un ensemble commun de principes et d'objectifs à atteindre : la clé de la réussite consiste maintenant à aider nos partenaires dans la région à entreprendre les réformes nécessaires et à instaurer une coopération effective transcendant les frontières au sein de la région», a-t-il conclu.

Il a insisté sur la nécessité d'une coopération au service du développement économique, bénéfique à «la paix et la sécurité, un héritage inestimable à laisser aux générations futures», et la création des conditions permettant l'épanouissement dans la région et un environnement plus sûr pour ses populations dans lequel «leurs droits seront protégés par des institutions solides et responsables».

Les fonds alloués à la RD Congo sur la période 2014-2020 devront servir à la lutte contre la pauvreté et favoriser une croissance durable inclusive en vue de renforcer et de favoriser la démocratie, les droits de l'homme, la paix et la stabilité

dans la région. La santé, l'environnement, l'agriculture, la gouvernance et l'État de droit, la remise en état d'un tronçon de 150 kilomètres reliant les ports de Kinshasa à Mbuji-Mayi font aussi partie des axes majeurs du programme, avec une attention particulière à la réforme du secteur de la sécurité.

Lors de son séjour congolais, le commissaire européen, qui rencontrera les autorités du pays, présentera un nouveau programme de lutte contre les violences à caractère sexiste financé à hauteur de 20 millions d'euros.

Au Rwanda, Andris Piebalgs rencontrera le président Paul Kagame et se rendra au Mémorial du génocide rwandais. Il annoncera un nouveau programme de nutrition, et il sera aussi question de la réduction de la pauvreté, du soutien des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement, du renforcement de la gouvernance, notamment la protection des droits de l'homme. Cette aide de l'UE est aussi destinée à l'énergie durable, l'agriculture durable, la sécurité alimentaire.

Noël Ndong

AGRICULTURE AFRICAINE

Des spécialistes favorables à l'utilisation des nouvelles technologies, y compris les OGM

Selon les scientifiques du Réseau des académies des sciences d'Afrique et de l'European Academies Science Adversory Council, la biotechnologie agricole, dont fait partie les OGM, contribue au développement d'une agriculture durable et apporterait aux populations africaines les aliments dont elles ont besoin, selon un communiqué.

Le conseiller scientifique au Centre mondial de l'agroforesterie, Patrick Worms, a expliqué qu'une variété de mesures devrait être prise afin de garantir un approvisionnement en nourriture suffisant à une population en croissance constante, tout en luttant contre le changement climatique.

«Nous allons avoir besoin de la biotechnologie, de l'agroécologie et de l'agroforesterie. Nous allons également avoir besoin d'engrais, d'irrigation, de tracteurs et de toutes les innovations de la science en vue d'apporter une solution au problème», a-t-il ajouté, tout en précisant que le recours au savoir local sur les variétés végétales pourrait être moins coûteux sur le long terme que l'achat d'aliments de base aux Occidentaux.

Selon lui, ces cultures, dont nous dépendons tous, comme le maïs, le blé, le riz, ont été développées pendant de milliers d'années et sont très différentes des variétés sauvages, et elles sont déjà aussi proches que possible de la perfection et du potentiel qu'offre la technologie existante. Mais, si l'on se focalise trop sur les ressources scientifiques derrière cette approche, on abandonnerait alors une solution bien plus rentable qui est devant nous, a-t-il expliqué.

Ils demandent une augmentation du nombre d'études menées par les pays africains dans la biotech agricole. La responsable du Centre pour les politiques en matière de climat à la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, Fatima Denton, a souligné la vulnérabilité de l'agriculture africaine aux changements environnementaux «à cause de la variabilité du climat et du changement climatique». Elle pense que dans ce domaine, la biotechnologie pourrait permettre de cultiver des variétés résistantes aux insectes, moins consommatrices d'eau et utilisant peu d'engrais.

Ajoutant que la domestication de certaines d'espèces, actuellement cultivées dans l'habitat sauvage, pourrait, dès lors, être précieuse pour garantir la sécurité alimentaire, citant l'exemple du baobab, dont les fruits et les feuilles présentent des apports nutritionnels «à faire pâlir les avocats et les oranges, en termes de teneur en micronutriments et de vitamines».

N.Nd.



FEDERATION DES MUCODEC

Mutuelles Congolaises d'Épargne et de Crédit

Les Assemblées Générales des Caisses Locales MUCODEC se tiendront en mars 2014.

Sociétaires, votre voix compte ! Venez choisir vos élus locaux et ainsi participer activement à la vie de votre Caisse Locale.

DELEGATION BRAZZAVILLE – POOL - LIKOUALA			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 4 mars	14 heures	Moungali	Palais des congrès
Mercredi 5 mars	14 heures	Makélékélé	
Jeudi 6 mars	14 heures	Plateau des 15 ans	
Vendredi 7 mars	14 heures	Ouenzé	
Samedi 8 mars	09 heures	Bacongo	
Lundi 10 mars	14 heures	Talangäi	
Mardi 11 mars	14 heures	Poto - Poto	
Mercredi 12 mars	14 heures	Brazza Centre	
Jeudi 13 mars	14 heures	CCF	
Vendredi 14 mars	14 heures	Tsiémé	
Samedi 15 mars	09 heures	La Gare	
Lundi 17 mars	14 heures	Kinkala	Salle MATSOUA
Mardi 18 mars	14 heures	Impfondo	Salle des fêtes de la Préfecture
DELEGATION POINTE- NOIRE -- KOUILOU – NIARI – BOUENZA - LEKOUMOU			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 11 mars	14 heures	Mouyondzi	Maison commune
Mercredi 12 mars	14 heures	Madingou	Préfecture
Jeudi 13 mars	14 heures	Nkayi	Salle SARIS
Vendredi 14 mars	14 heures	Sibiti	Maison commune
Samedi 15 mars	09 heures	Dolisie	Salle ENI
Lundi 17 mars	14 heures	Fond Tié - Tié	Forum MBONGUI
Mardi 18 mars	14 heures	Grand Marché	
Mercredi 19 mars	14 heures	Mvou - Mvou	
Jeudi 20 mars	14 heures	Tié - Tié Centre	
Vendredi 21 mars	14 heures	Loandjili	
Samedi 22 mars	09 heures	Centre Ville P/N	
Lundi 24 mars	14 heures	Tchimbamba	
Mardi 25 mars	14 heures	Tchikobo	
DELEGATION PLATEAU – CUVETTE - SANGHA			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 11 mars	14 heures	Djambala	Maison de la femme
Mercredi 12 mars	14 heures	Gamboma	Bar Maison Blanche
Jeudi 13 mars	14 heures	Boundji	Bar MOLOMBA
Vendredi 14 mars	14 heures	Ewo	Salle du Conseil Départemental
Samedi 15 mars	14 heures	Owando	Réfectoire ENI d'Owando
Lundi 17 mars	14 heures	Oyo	CEG SASSE IPA
Mardi 18 mars	14 heures	Makoua	Salle des sœurs
Jeudi 20 mars	14 heures	Ouessou	Lycée
Vendredi 21 mars	18 heures	Ngombé	Siège du Comité du village
Samedi 22 mars	14 heures	Pokola	Ecole primaire
Mercredi 26 mars	14 heures	Mossaka	Bar KOUMOUS

Rejoignez-nous !

CENTRAFRIQUE

Marie-Thérèse Keita-Bocoum mandatée par les Nations unies pour évaluer la situation des droits de l'homme

L'experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en Centrafrique, Marie-Thérèse Keita-Bocoum, est arrivée le 4 février à Bangui pour suivre la situation des droits de l'homme et pour identifier les domaines d'assistance technique et de renforcement des capacités pour aider ce pays d'Afrique centrale à remplir ses obligations en matière des droits de l'homme.

Marie-Thérèse Keita-Bocoum a rappelé la situation des droits de l'homme de ces derniers mois en Centrafrique, un pays qui «s'est enfoncé dans une crise sans précédent et n'a cessé d'être le théâtre de toutes sortes de violations des droits allant des exécutions extrajudiciaires les plus horribles que le pays n'ait jamais connues à des traitements inhumains et dégradants infligés pour l'essentiel à des femmes et à des enfants.» Justifiant sa présence par l'intérêt qu'accorde la communauté internationale à la crise centrafricaine, et sa préoccupation face aux nombreuses violations des droits de l'homme qui ont été rapportées, Marie-Thérèse Keita-Bocoum pense que sa présence «montre aussi l'importance et la nécessité de trouver le plus vite possible une solution idoine de nature à mettre fin à ces violations».

Au cours de sa mission qui prend fin le 14 mars, Marie-Thérèse Keita-Bocoum se rendra à l'intérieur du pays et s'entretiendra avec les autorités, les représentants de la société civile, les membres des agences des Nations unies et du corps diplomatique. À l'issue de sa mission, l'experte indépendante présente une mise à jour lors de la vingt-cinquième session du Conseil des droits de l'homme qui se tiendra le 26 mars.

Le coordonnateur de l'action humanitaire au Tchad, Thomas Gurtner, a indiqué que des dizaines de milliers de personnes qui ont fui les violences en Centrafrique vers le Tchad étaient dans un besoin urgent d'assistance humanitaire. Très vulnérables, ces personnes «continuent de souffrir après avoir survécu au carnage dont nous sommes témoins en Centrafrique», a-t-il expliqué, avant de faire part de leurs besoins urgents en ressources.

Le gouvernement tchadien et les Nations unies ont enregistré plus de 8000 personnes en provenance de la Centrafrique. Des chiffres qui continuent à augmenter. La majorité des arrivées est constituée des familles tchadiennes ayant vécu en Centrafrique pendant plusieurs générations. Ce sont principalement des femmes et des enfants ayant quitté leurs maisons et leurs villages sans biens, fuyant des pillages, assassinats et viols.

Beaucoup sont soit blessés, traumatisés, malades ou malnutris. Les conditions de vie sont sinistres dans les camps, avec des services de bases insuffisants : peu d'eau potable disponible, des latrines très insuffisantes, une situation qui fait craindre des maladies d'origine hydrique telles que le choléra. Pour Thomas Gurtner, seul davantage de financement permettra de couvrir les besoins humanitaires urgents.

N.Nd.

140 soldats congolais ont rejoint Bangui

Ces troupes de la première compagnie de combat seront déployées dans le cadre de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca).

Les autorités militaires étaient présentes, parmi lesquelles les membres du haut commandement. Le groupe fera la relève de plusieurs éléments congolais envoyés à Bangui. Le chef d'état-major général des forces armées congolaises (FAC), le général de division Guy-Blanchard Okoi, qui a présidé la cérémonie de départ, a assuré que la première compagnie avait été formée, équipée et instruite pour que cette mission se déroule dans de bonnes conditions. «Aujourd'hui, nous vous accompagnons ici prendre l'avion pour aller à Bangui accomplir une mission d'importance capitale pour le Congo, la sous-région et l'Union africaine. Nous sommes conscients des efforts faits par le Congo, par le chef suprême des armées, le président de la République, Denis Sassou-N'Guesso,



Le contingent avant l'embarquement

qui met un intérêt particulier sur la réussite de cette mission», a précisé le chef d'état-major général des FAC. Et d'ajouter: «Nous savons aussi que la situation en Centrafrique est délicate, difficile, et qu'elle nécessite des militaires aguerris pour que demain ce pays puisse retrouver la paix, la paix si chère à notre continent.» le chef d'état-major a estimé qu'avec tout ce qu'ils avaient appris, les hommes sauraient être disciplinés, compétents et à la hauteur de

toutes les missions que leurs seront confiées là-bas. Enfin, Guy-Blanchard Okoi a demandé aux soldats de rester proches des lois et règlements des missions internationales de l'Union africaine de la Centrafrique et du Congo. «Sachez que nous sommes fiers de vous, nous comptons sur votre réussite, et que l'Éternel des armées vous soutienne et vous protège», a-t-il conclu.

La cérémonie a été clôturée par un défilé militaire.

Guillaume Ondzé

12.000 Casques bleus vont être déployés dans le pays

Dans un rapport rendu public le 3 mars, le Secrétaire général de l'ONU souligne que cette future mission militaire des Nations unies, composée notamment de 10.000 soldats et de 1.820 policiers, se rendra dans le pays pour y rétablir l'ordre et la sécurité puisque les violences intercommunautaires se poursuivent encore sur place.

«La priorité de la mission des Nations unies, dans une phase initiale, doit être la protection des civils», précise le Secrétaire général de l'ONU. Le mandat de cette future opération de maintien de la paix, ajoute-t-il, sera progressivement élargi pour couvrir la restauration de l'autorité de l'État dans tout le pays et l'organisation d'élections, la protection de l'aide humanitaire et le retour des milliers de déplacés et autres réfugiés qui ont fui la Centrafrique pour se retrouver dans des pays voisins du fait des violences.

Selon le rapport du Secrétaire général, une première vague de personnels militaires qui va être déployée sur le terrain devra «assurer les besoins de sécurité

immédiats» en Centrafrique. La police sera ensuite déployée, mais progressivement jusqu'à remplacer la majeure partie du personnel militaire au fur et à mesure que la sécurité s'améliorera tant à Bangui que dans les départements du pays. Une composante civile formée d'administrateurs, d'ingénieurs, d'observateurs des droits de l'homme, de juristes et dont le nombre n'est pas connu, devra aussi s'ajouter aux soldats et policiers. La mission de cette composante sera d'aider les autorités de transition à organiser les élections, à promouvoir la réconciliation nationale et à faire en sorte que l'administration fonctionne dans l'ensemble du pays. Malgré l'annonce de l'envoi de cette future mission, il faudra attendre les mois de septembre ou octobre pour que les Casques bleus soient effectivement déployés parce que monter une opération de maintien de la paix nécessite du temps, ont fait savoir certains diplomates. Ceci, parce qu'il faut réunir des moyens logistiques et de l'argent nécessaire à une telle opération qui, selon cer-

tains responsables de l'ONU, pourra coûter entre 500 et 800 millions de dollars par an.

Une résolution devant autoriser l'envoi de cette force de l'ONU doit auparavant être votée pour que le déploiement des Casques bleus soit effectif. Il faudra aussi que l'Union africaine, qui a envoyé la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca), forte de 6.000 hommes, accepte que ses forces soient placées dorénavant sous mandat de l'opération de l'ONU. «Il n'y pas de remède miracle en RCA. Répondre à cette crise va demander du temps et des moyens», souligne le Secrétaire général de l'ONU qui rend par ailleurs hommage aux soldats de l'opération française Sangaris ainsi qu'à ceux de la Misca, pour leur «rôle essentiel pour sauver des vies» en Centrafrique.

La Centrafrique, rappelons-le, est livrée depuis près d'un an à l'anarchie et au chaos, avec des violences intercommunautaires qui font craindre à l'ONU un génocide, voire une partition du pays.

Nestor N'Gampoula

Store
OFIS

Nouveau

LENOVO Edge 72z

712 500 FCFA HT

Livré avec Windows 7 Pro 64



- Initiation Bureautique de base pour la suite MICROSOFT OFFICE 2013. Une demi journée de formation.

- Extension de garantie 2 ans retour Atelier. Selon conditions d'utilisation normales, hors casse matériel et bris d'écran, et hors support LOGICIEL.

OFIS
TRAINING
CenterCONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI
info@ofis-store.com
www.ofis-store.com

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

NÉCROLOGIE

Mathieu Ossalé keké, Grégoire Ikoungou Keké, Stanislas Okassou, les enfants Mora et la famille Ambea ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur petit-fils, neveu et fils dénommé Fils Excellent Ambea survenu le 28 février à Brazzaville. La veillée se tient au n° 166 de la rue Abila, quartier Petit-chose, à Talangai. À cet effet, le programme des obsèques est prévu pour ce jeudi 6 mars. Et la levée du corps interviendra à 9 heures précises à la morgue municipale de Brazzaville pour le cimetière Itatolo.



Promotion...2014





Ordinateur Portable
HP 2000
 Processeur: **AMD 3.06 Ghz**
 Ram: **4 Go**
 Disque dur SATA: **320 Go**
 Graveur: **DVD**
 Ecran: **15.6"**
220.000 Fcfa



12.000 Fcfa
Antivirus + 2 Postes
KASPERSKY
Stock Limité !!



Cartouches à Jet d'encre
9.500 Fcfa
8.500 Fcfa

Avenue Félix EBOUE, en face de la Tour NABEMBA
 E-mail: societe@yaya02@gmail.com / Tél: 00242 055222892





Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous **accompagnons** pour tous vos **besoins** en **assurances**.

ASSURANCE AUTOMOBILE	ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE	ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
ASSURANCE MALADIE	ASSURANCE INCENDIE
ASSURANCE VOYAGE	ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
ASSURANCE TRANSPORT	ASSURANCE SCOLAIRE
ASSURANCE GLOBALE BANQUE	

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
 Protégez votre entreprise dès maintenant!



Promotion spéciale

Ordinateurs portables acer

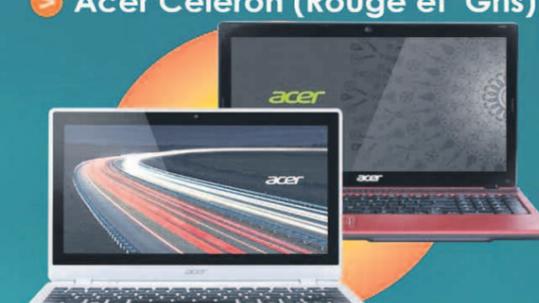
Acer Aspire E1-570



Spécificités
 * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
 * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
 * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
 * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
 * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

Acer Celeron (Rouge et Gris)



Spécificités
 * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Système d'exploitation Windows 7
 * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD, 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
 * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

Acer Aspire V5-131



Spécificités
 * Intel Celeron
 * Système d'exploitation Windows 7
 * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
 * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
 * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC




Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
 Tel: 00242 05 381 34 34/ 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

AMC Telecom

VIVA NET

Installez Internet + un routeur Wifi à

123.000 FCFA

Bénéficiez d'une Connexion Haut Débit de 1 Mbps à partir de **30.000 FCFA**

Brazzaville : Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, République du Congo
Pointe-Noire : Avenue Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), République du Congo
 Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81
 Courriel : support@amc-telecom.com
 Web : www.amc-telecom.com

DANS LES LIBRAIRIES

«Les sinistrés de l'au-delà» de Raymond Loko

Dans cet ouvrage paru aux éditions Edilivre, Raymond Loko propose une série de nouvelles, chacune plus ou moins éducative sinon chargée d'émotion.

La disparition de son fils Opa a semé la terreur dans le quartier Petit Zanaga. Inquiet et fâché, le commissaire Kissou a un statut qui lui donne le privilège d'être nanti du quartier et toute la ville de Mavoula le craint par la manière dont il torture les prisonniers. Il a beaucoup d'argent, et d'aucuns pensent qu'il participe sans doute à des transactions financières pour cela. D'autres disent qu'il est impliqué dans la fabrication de faux billets et le blanchiment d'argent. Furieux de la disparition de son fils, Kissou mobilise donc une délégation de gendarmes dans le quartier pour fouiller les maisons et rechercher son garçon sans doute pris en otage. Or ce dernier, Opa, était parti avec ses amis du quartier à Mavoula-Océan pour cueillir des mangues. Monté avec ses amis frauduleusement dans le train, Opa n'arrivera jamais à destination. Ce jour-là, à 19h, un communiqué tombe : le corps d'un jeune garçon d'une dizaine d'années a été ramassé sur la voie ferrée et placé aux pompes funèbres de Mavoula. Les parents sont invités à se rendre à la morgue pour identifier le corps. Vérification faite, il s'agit bel et

bien d'Opa, le fils du commissaire. Dans cette nouvelle, l'auteur mène son intrigue parfaitement, de manière à capter l'attention du lecteur. Il y a de quoi réfléchir à l'éducation à donner aux enfants et tout parent ne peut rester insensible face à ce drame. Conseiller politique auprès du député-maire de la ville de Brazzaville, Raymond Loko a dédié ce roman aux victimes de la tragédie du 4-mars : «À vous, victimes du 4 mars, victimes de l'intolérance de l'homme, partis pour l'éternité sans rendez-vous. En ce jour de repos pourtant, en ce jour de prière pourtant. Mais transformé en repos éternel et en prière éternelle, mon cœur épris de douleur et de malheur, en cet autre dimanche suivant où vos corps sont mis en terre pour retourner à la poussière.»

Raymond Loko enseigne les mathématiques, la physique et la gestion de stock. Il est auteur de plusieurs ouvrages notamment : L'Héritage de Meya ; Les messagers de la paix ; Crucifié de Mbanza-Kongo ; Testament ; Mains Vides ; Une folle dans la cour du Roi.

Rosalie Bindika

FORUM MONDIAL DES FEMMES FRANCOPHONES

Le public a apprécié le numéro spécial des «Dépêches de Brazzaville»

L'unique quotidien vendu aux Congolais des deux rives et de la diaspora s'est révélé particulièrement populaire lors des travaux du troisième Forum international des femmes francophones les 3 et 4 mars à Kinshasa, en RD-Congo.

Des thèmes sur les enjeux du sommet de la Francophonie, la parité homme-femme, le rôle et la place de la femme dans le développement social, la violence sexuelle ont été largement commentés par les journalistes talentueux des Dépêches de Brazzaville dans un numéro spécial consacré à cette rencontre. Ces articles ont suscité beaucoup d'intérêt auprès des centaines de visiteurs du stand du journal installé dans le hall de la grande salle du Palais du peuple. Plusieurs interviews ont été également réalisées avec des femmes ministres, premières dames, écrivains, juristes, responsables d'entreprise, et même présidente de la République. Au cours des différents entretiens, elles ont donné leur point de vue sur le rôle fondamental des femmes dans le développement et la paix.

Pendant la pause, au fond de la salle, on pouvait remarquer quelques participants plongés dans la lecture d'un article jugé intéressant. «Ce numéro

spécial m'a beaucoup plu du fait qu'il est consacré uniquement à la femme. Bravo donc aux journalistes qui ont fait un travail exceptionnel. J'emporte trois journaux comme souvenir dans mon pays», nous a confié Mbita Konaté, une participante au Forum en provenance du Bénin.

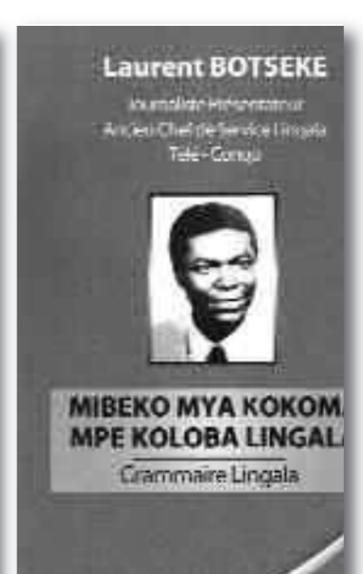
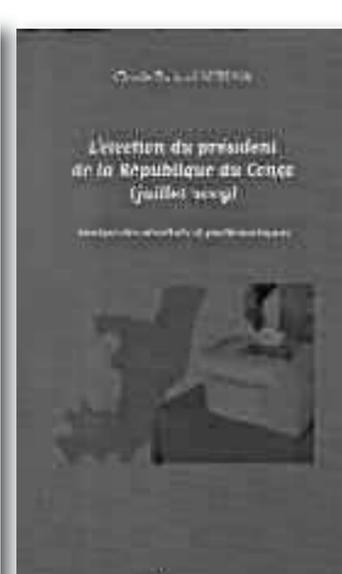
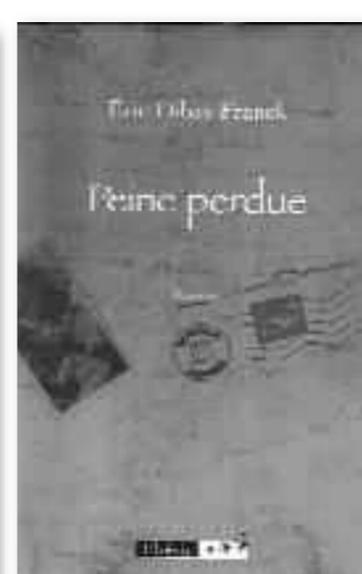
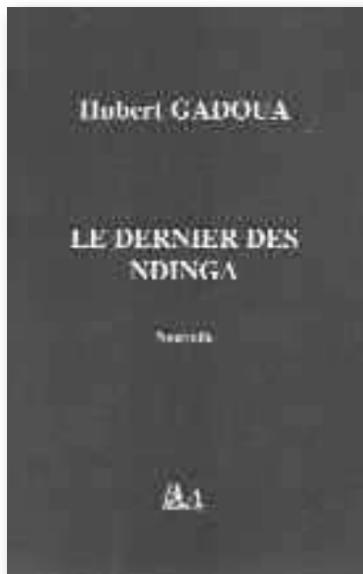
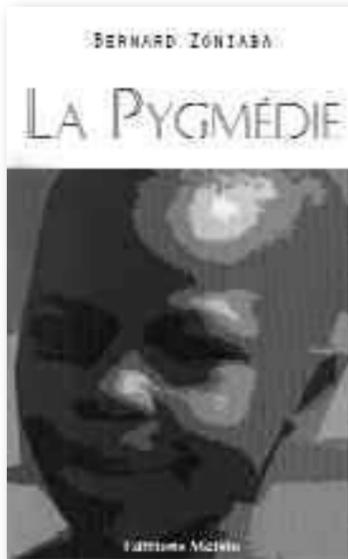
Hormis ce numéro spécial consacré au forum, signalons que le journal Les Dépêches de Brazzaville publié tous les jours est aussi apprécié par de nombreux lecteurs originaires de RDC. «J'aime bien lire Les Dépêches de Brazzaville en buvant un café au travail. Je m'attarde rarement sur les articles, mais je parcours les titres, souvent accrocheurs, et si l'un m'intrigue, alors je m'y plonge. La section faits-divers du journal du samedi est toujours bien garnie, des infos locales qu'aucun autre journal ne relaie. Je reste un adepte, en complément d'autres journaux. Et puis Les Dépêches, c'est un peu le journal à sensation du pays, car tous les faits de société y sont étalés», a expliqué un lecteur fidèle du journal et originaire de RDC.

Visible par ses trois couleurs, bleu - blanc - rouge, le numéro spécial a été distribué gratuitement aux participants. Au total, 10 000 exemplaires ont été tirés, dont 7 000 pour Kinshasa et 3 000 pour Brazzaville.

Yvette-Reine Nzaba



EN VENTE À LA LIBRAIRIE "LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE"



 www.facebook.com/airtelcongob

Tous les jours

pour **300** FCFA | **6** min
100 SMS
20 Mb

unis
par les meilleurs
forfaits

Ocean CONGO

Na semaine ! loba na yo
Na ba bonus SMS + Internet



airtel

Le réseau qui nous unit

Forfaits en F CFA	minutes	SMS	Mb	Souscription
300	6	100	20	*122*6#
600	15	200	50	*122*7#
1000	20	500	100	*122*8#

Pour plus d'infos, appelle le 141.

DECLARATION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR BASILE IKOUEBE, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

À LA 25^e SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES

Genève, 3 mars 2014

**Monsieur le Président,
Madame la Haut Commissaire,**

Je voudrais d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, à la suite de votre élection à la tête de notre conseil, et vous assurer du plein appui de ma délégation dans l'accomplissement de votre mandat.

Madame la Haut Commissaire peut comme à l'accoutumée compter sur la coopération du Congo dans l'exercice combien délicat de sa mission en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'Homme partout dans le monde.

Au moment où se tient la présente session, l'actualité internationale nous rappelle combien la situation de ces droits demeure volatile dans maints endroits de la planète, particulièrement en Afrique, même si des avancées indéniables sont enregistrées ici et là.

C'est le lieu de rappeler la nécessité des politiques vigoureuses et soutenues en matière de prévention dont les coûts sont infiniment inférieurs à ceux des opérations de maintien de la paix.

Le Secrétaire Général de l'ONU, Monsieur Ban Ki Moon, a raison d'appeler à passer d'une « culture de réaction à une culture de prévention ».

À cet égard, le rapport du Secrétaire Général de l'ONU publié en 1998 sur « les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique » reste d'une actualité et d'une pertinence frappantes !

D'où l'impératif d'une gouvernance inclusive.

La crise en RCA est une tragique illustration de la déliquescence de l'État, quand, des années durant, les acteurs politiques n'arrivent pas à mettre en place des mécanismes appropriés de gestion post-conflit.

Aujourd'hui, une crise humanitaire sans précédent, conséquence des troubles politiques, met en péril des milliers de vies innocentes.

Très tôt, les États de sous-région, regroupés au sein de la CEEAC, ont pris leurs responsabilités, sur les plans politique, militaire, sécuritaire, financier, judiciaire...

La communauté internationale a été sollicitée. Elle apporte aujourd'hui les réponses attendues, à l'instar de notre Conseil, qui a adopté, lors de la session d'octobre 2013, la résolution 24/34 sur l'assistance technique à la RCA dans le domaine des droits de l'homme et a décidé de nommer un expert indépendant chargé de surveiller la situation des droits de l'homme en RCA, en vue de formuler des recommandations concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme.

Mon gouvernement appuie les conclusions de la session spéciale du Conseil des droits de l'homme tenue sur initiative africaine le 20 janvier 2014, et se félicite de la nomination de Madame Marie Thérèse Aissata Keita-Bocoum en qualité d'expert indépendant.

Nous exhortons toutes les parties au conflit en RCA à faciliter l'accès de l'ONU et d'autres organisations humanitaires à toutes les personnes ayant besoin d'assistance.

Nous devons mettre l'accent sur la lutte contre l'impunité. C'est dans cet esprit que mon gouvernement a arrêté, sur son territoire, le 25 février 2014, trois éléments des milices anti-Balaka.

Les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies 2121, 2127 et 2134 viennent en appui à la décision du Conseil des Droits

de l'homme, qui met l'accent sur la promotion et la protection des droits de l'homme.

Dans le même ordre d'idée, ma délégation apprécie positivement le plan en six points proposé par le Secrétaire général des Nations unies destiné à stabiliser la situation en RCA et qui intègre l'aide humanitaire.

Dans son rôle de médiateur, le Président de la République du Congo, SEM Denis SASSO NGUESSO, reste profondément engagé dans la recherche de solutions durables de sortie de crise, notamment dans le cadre de la CEEAC, de la CEMAC et du Groupe inter-



national de contact qui tiendra sa 4^{ème} session au cours de ce mois, à Brazzaville.

Outre de nombreux efforts déjà accomplis, sur les plans sécuritaire et militaire, le Congo a pris l'engagement de contribuer au soutien de l'action de la MISCA, dont les besoins sont estimés à plus de 400 millions de dollars, ainsi qu'au fonctionnement de l'État centrafricain, dans le cadre de l'apport global de la CEEAC qui s'élève à 100 millions de dollars.

Ma délégation saisit cette occasion pour féliciter les soldats de la MISCA qui accomplissent leur mission avec courage et dévouement, dans des conditions particulièrement difficiles et se réjouit de l'amélioration progressive de la situation sécuritaire à Bangui et en province.

C'est ici le lieu de lancer un appel à tous les partenaires qui se sont engagés à aider la RCA, à tenir leurs engagements.

Monsieur le Président,

Entre autres conséquences des conflits internes, il y a les déplacements des populations en quête de paix, de sécurité et de bien-être. Ces mouvements migratoires ont connu une intensité qui pose le problème du cadre juridique de protection des migrants dans les pays d'accueil, car ceux-ci sont souvent soumis aux abus de toutes sortes.

Partout où leurs droits sont bafoués, les migrants devraient avoir accès à la justice, y compris à l'assistance judiciaire.

Nos partenaires du Nord devraient en particulier accueillir les individus et leurs familles dans la dignité et le respect de tous leurs droits y compris le droit au travail décent et traduire dans les faits leurs bonnes intentions en matière de promotion et de protection des droits de l'homme.

La protection internationale des droits des migrants, la prévention des violations et l'application des sanctions contre les auteurs en cas d'abus ou de non application des dispositions prévues dans les différentes conventions doivent être sérieusement envisagées.

À cet égard, nous invitons les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la Convention Internationale sur la protection des droits

des travailleurs migrants et de leurs familles. Ainsi, ils donneront plus de visibilité à leur engagement en faveur de la promotion et de la protection de tous les droits de l'homme.

Une réflexion au plan international ayant pour base des politiques nationales responsables et une gestion concertée des flux migratoires est donc nécessaire. Elle permettra d'intégrer toutes les questions liées aux migrations dans une vaste étude qui tienne compte de tous les paramètres.

La notion de « responsabilité partagée », thème du forum mondial sur la migration et

autres textes ont été adoptés pour protéger les couches les plus vulnérables de la société, en particulier les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les personnes vivant avec le VIH-Sida.

La Loi N° 4-2010 du 14 juillet 2010 portant protection de l'enfant a permis le renforcement de la prévention des risques de violence, d'exploitation, de traite et d'abus ; des campagnes de sensibilisation sont organisées, visant à accroître la conscience des institutions et des populations (y compris des enfants eux-mêmes afin qu'ils puissent mieux se protéger).

En outre, le renforcement du cadre juridique de protection de l'enfant s'illustre notamment à travers l'adoption de la Loi N° 10-2012 du 04 Juillet 2012 portant institution du régime de la famille et de l'enfance.

L'on peut également noter le renforcement des capacités des secteurs sociaux (santé, éducation, affaires sociales) sur l'approche budget-programme en vue d'accroître les investissements en faveur des enfants. D'où, une augmentation sensible des ressources, bien qu'encore insuffisantes, de la santé, de l'éducation et de la protection sociale et juridique.

Par ailleurs, le Gouvernement met en place un système national d'information de l'action sociale qui débouchera sur la création de l'observatoire de l'enfant et de l'action sociale, en application de l'article 61 de la loi portant protection de l'enfant. Cette architecture d'information se basera sur la définition des indicateurs, la collecte, l'analyse et la diffusion des données. Le système national d'information doit en effet aider à la prise de décisions à tous les échelons stratégiques et opérationnels.

C'est également le lieu de souligner la coopération renforcée en matière de lutte contre la traite. Ainsi, un accord bilatéral suivi d'un plan d'action a été signé en 2011 entre la République du Congo et la République du Bénin concernant la traite d'enfants.

De même, entre le gouvernement et la société civile une coordination sur la lutte contre la traite des enfants a été mise en place.

Le Congo participe également à toutes les initiatives visant la lutte contre la traite des personnes au niveau de la sous-région d'Afrique Centrale.

Outre de nombreuses initiatives prises en faveur de la promotion et de la protection des droits de la femme, le Gouvernement organise chaque année, des campagnes contre les violences faites aux femmes, ainsi que sur les droits de la femme, à l'occasion de la journée internationale de la femme, aussi bien en zone urbaine que rurale.

Monsieur le Président,

Les efforts en faveur du respect de la dignité de la personne humaine, l'égalité, la démocratie, la promotion et la protection des droits de l'homme sont une quête quotidienne.

Mon Gouvernement est conscient des limites de son action dans les domaines évoqués plus haut, tant les défis à relever demeurent énormes. Mais notre engagement demeure sans faille.

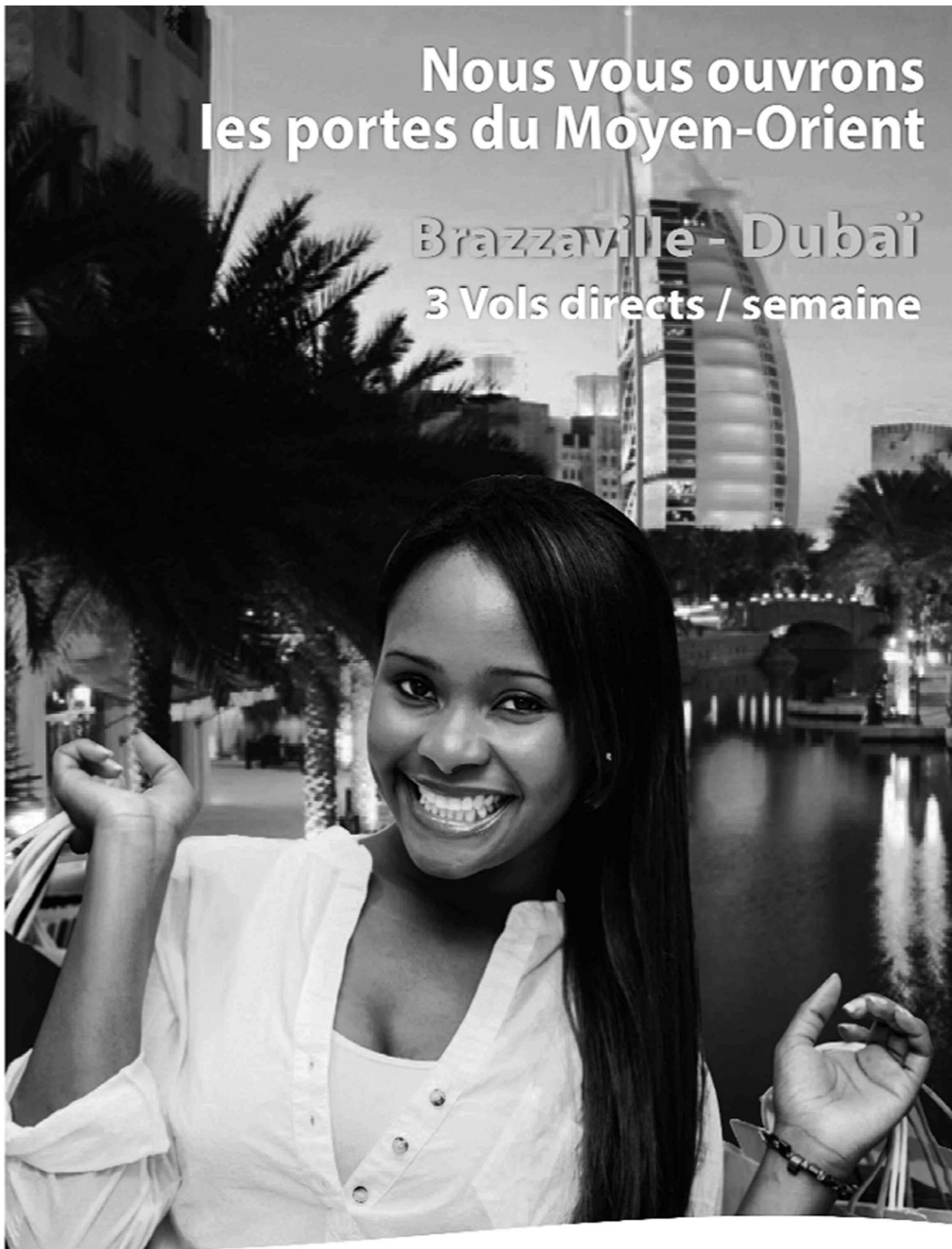
C'est pourquoi, tout en remerciant les partenaires tant bilatéraux que multilatéraux pour leur appui dans ce domaine, je sollicite par la même occasion un soutien accru en vue de nous accompagner dans l'introduction de la formation en matière des droits de l'homme dans toutes les sphères de la vie nationale.

Je vous remercie./

Nous vous ouvrons les portes du Moyen-Orient

Brazzaville - Dubaï

3 Vols directs / semaine



ECAir
Bienvenue chez vous.

www.flyecair.com + 242 065 09 05 09 (Congo)

+ 971 4 282 21 99 (Dubaï)

relationclients@flyecair.com + 33 01 78 77 78 77 (France)

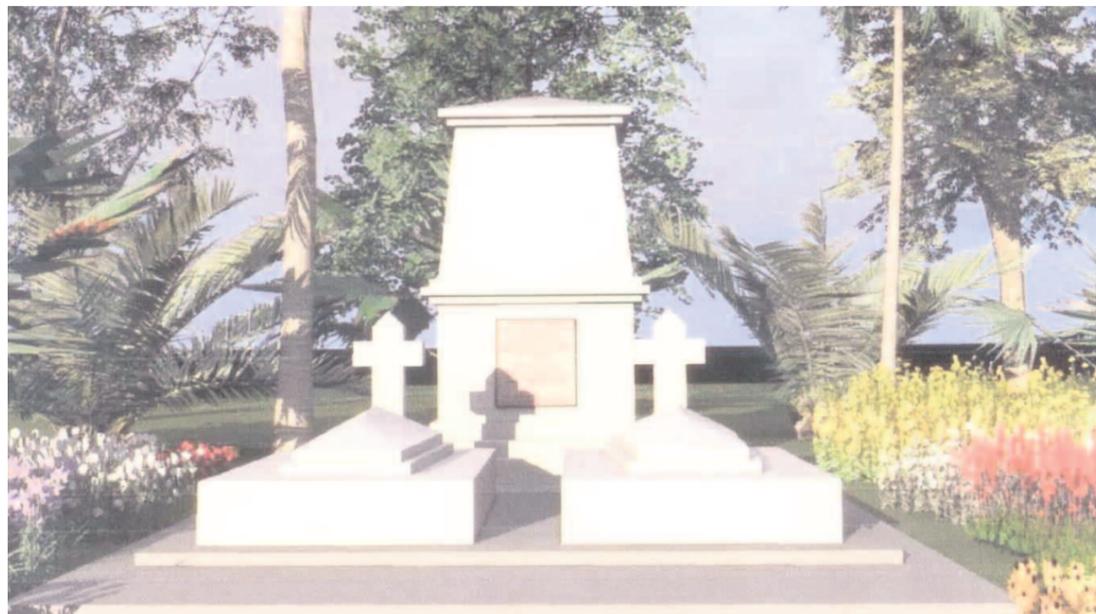
PATRIMOINE

Le site historique de Mbirou, 100 ans déjà !

Situé à 15 kilomètres de Ouesso, département de la Sangha, le site historique de Mbirou a atteint sa centième année. Une cérémonie digne de ce nom sera organisée dans le village éponyme qui abrite ce site. Elle connaîtra la participation active de la France, de l'Allemagne et du Congo, pays hôte. Mais auparavant, ce monument fera l'objet d'une réhabilitation avant la cérémonie officielle du centenaire prévue pour le 22 août 2014.

Le sujet a été d'ailleurs longuement abordé entre l'attaché de défense de l'ambassade de France au Congo, le colonel Bruno Malet, et le directeur départemental du Patrimoine et des Archives de la Sangha, Adolphe Massamba.

Les deux hommes ont parlé précisément des festivités du centenaire de ce monument de Mbirou et surtout de sa restauration. Car, celui-ci s'était écroulé dans la nuit du 11 octobre 2011 des suites d'une pluie diluvienne. À ce jour, il ne fait plus l'ombre d'un doute que cette réhabilitation débutera en avril prochain pour que le monument puisse être



La maquette de la stèle de Mbirou

inauguré, le 22 août, date de son anniversaire centenaire.

Que s'est-il passé réellement à Mbirou ?

La Première Guerre mondiale, qui éclata le 5 août 1914, s'était étendu jusqu'en Afrique centrale. En effet, la conquête du Cameroun avait conduit les Forces françaises du

Tchad et du Gabon, un corps expéditionnaire franco-anglais, à débarquer à Douala. Des forces anglaises venues du Nigéria et des unités belges stationnées au Congo, ont convergé vers la Sangha. Ainsi, la bataille de Mbirou fut l'un des épisodes les plus sanglants de cette conquête. En effet, le 22 août 1914, un bateau

français affrété par l'infanterie coloniale partit de Ouesso, entreprit de descendre le fleuve Sangha. Après un parcours de 15 kilomètres, le bateau fit escale sur la rive gauche de la Sangha, au village Mbirou. Les militaires se mirent à festoyer en chantant La Marseillaise. Ils n'accordèrent aucune attention au bateau

allemand qui accosta en aval du village avant que ses occupants ne descendent discrètement et surprennent les Français. Ils ouvrirent le feu, il n'y eut aucun survivant du côté français. C'est ainsi qu'on peut lire sur la plaque l'inscription suivante: «À la mémoire des Européens Gruyer F., Legue R., Coussi P., Potard C., Guézile A., Mattos A., Dielenschneider L., Girard M., de Charnacé, Maurice C., Colibert F., Perrenoud L., Bournique C., Faust P., Broe C., Combard C., Des gardes régionaux Samba C., Souleymane, Bala, Sandoua, Mamadou C., Bonga, Guimba, Koundé, Néron, Mano, Emily. Tués glorieusement par l'ennemi au combat de Mbirou, le 22 août 1914.» Aussi, il sera érigé en ce lieu, par les ambassadeurs d'Allemagne et de la France, une autre stèle de réconciliation franco-allemande. Le directeur départemental du Patrimoine et des Archives de la Sangha, se dit très satisfait de l'aboutissement de ce projet de réhabilitation qu'il pilote depuis quelque temps.

Bruno Okokana

RELIGION

Profession : aumônier des Congolais de Rome

L'abbé Sylvestre Abesengie dirige l'aumônerie congolaise de Rome. Il est comme un curé dont la paroisse est toute l'étendue de la capitale italienne. Les catholiques de la République démocratique du Congo disposent depuis 1994 d'une paroisse bien à eux à Rome. Sur décision de la conférence épiscopale du Congo (CENCO) à Kinshasa et concession du vicariat romain, il leur a été attribué une aumônerie spécifique. Après l'abbé Augustin Bita, l'aumônerie congolaise a accueilli son deuxième aumônier désigné par Kinshasa, l'abbé Sylvestre Abesengie. Entretien.

Les Dépêches de Brazzaville : Monsieur l'abbé, en tant qu'aumônier dans une ville comme Rome, votre tâche est-elle plus compliquée que celle d'un curé de paroisse ?

Abbé Sylvestre Abesengie : C'est une fonction bien particulière, différente de celle d'un curé de paroisse dont la juridiction est bien circonscrite. Dans une grande ville comme Rome, les Congolais vivent dans plusieurs paroisses et même dans plusieurs diocèses hors de la ville. Mais j'ai la charge pastorale d'accompagner chacun d'eux, et même les membres du corps diplomatique ici en tant que fils et filles du Congo.

LDB : Une charge lourde...

SA : Très certainement, et en

plus très complexe, puisque je dois tenir compte de beaucoup de paramètres chez mes administrés : quel niveau ils ont, comment ils vivent, comment ils sont insérés dans les paroisses où ils vivent, etc.

LDB : Mais un grand honneur aussi puisqu'il n'y a, avec la République démocratique du Congo, que deux autres pays africains ayant leur propre point de prière cédé par le pape : le Nigéria et l'Éthiopie-Erythrée ! Avez-vous des rapports avec ces autres communautés ?

SA : Je réaffirme avec vous que c'est effectivement une chance et un honneur énorme pour notre pays, le Congo, d'avoir une Église spécifiquement dédiée aux Congolais. Cela nous donne la chance de nous retrouver, de planifier nos activités, de mener une pastorale comme frères. Pour ce qui est des relations avec les autres communautés, oui, nous nous retrouvons, dans des rencontres fraternelles, entre francophones ou avec les autres communautés linguistiques. Quand il y a des événements de joie ou de peine chez l'une ou l'autre, nous nous tenons au courant. Nous faisons de notre mieux pour être aux côtés des frères et sœurs chaque fois que de besoin.

LDB : Je crois savoir qu'à la messe dominicale de votre aumônerie, il ne vient pas que des Congolais... ?

SA : Nous célébrons la messe à 11 h. C'est, comme vous pouvez

vous en douter, une messe très animée, très vivante. Elle est célébrée suivant ce qui est reconnu par l'Église catholique comme le missel romain de la messe en rite zaïrois (aujourd'hui congolais). Et il y vient de plus en plus d'Italiens, ou des touristes de passage qui en ressortent émus. Car l'Africain prie avec tout son corps, manifeste sa foi par le chant, la danse et tout son être. Il ne s'agit pas, comme quelque commentateur superficiel a pu dire ou écrire, d'une foi extérieure et de folklore ; c'est tout l'être qui loue le Seigneur.

LDB : Et le lien avec l'Église et le pays d'origine ?

SA : Vous touchez là un point intéressant. Notre communauté a été érigée dans le souci d'être l'expression du Congo au niveau de l'Église universelle surtout ici, au cœur de cette Église universelle. Nous sommes en contact constant avec l'Église du Congo. D'ailleurs, ma nomination est une décision de la Conférence épiscopale du Congo validée par le Vicariat de Rome. Chaque fois qu'un évêque congolais est de passage, nous l'invitons à venir officier chez nous ; il nous donne des nouvelles du pays, nous donne des conseils que nous intégrons dans notre plan pastoral quand c'est faisable.

LDB : Donc, vous vous retrouvez les dimanches : mais que se passe-t-il après la messe ? Vos fidèles se limitent-ils à se saluer, et puis ciao

?
SA : (Rire) Non, l'aumônerie ne se limite pas à la messe du dimanche. Il y a tout un éventail de services que nous avons. Nous travaillons, voyez-vous, à la double restauration d'une Église en tant que communauté peuple de Dieu et en tant que structure. Nous proposons un parcours de formations spirituelle, pastorale et humaine. Et de temps en temps, nous répondons aux sollicitations de l'organisme Migrants de la Conférence des évêques italiens pour aider à une meilleure insertion des étrangers établis sur le périmètre de Rome. Mais je reviens sur la formation spirituelle : nous œuvrons pour que nos frères et sœurs éparpillés sur la vaste région romaine ne se dispersent pas religieusement. Car, vous savez, c'est un phénomène très préoccupant que ces chrétiens sans point de repère et d'ancrage, qui commencent par se constituer en groupes de prières autonomes qui deviennent ensuite des sectes. À leur retour au pays, ils grossissent les rangs des trop nombreuses sectes que nous voyons. C'est pourquoi nous pensons qu'il est important d'apporter la formation adéquate à nos chrétiens, pour qu'ils aient un niveau de compréhension acceptable des exigences de la foi.



L'abbé Sylvestre Abesengie ©Lucien Mpama (© Adiac)

LDB : Voilà pour ce qui est des joies, de l'idéal. Quelles sont les difficultés ?

SA : Elles existent, bien entendu. Ne serait-ce que parce que notre Église est un immeuble qui date du VI^e siècle et a besoin de restauration. Nous avons plein de projets qui n'aboutissent pas encore : implanter une Caritas (organisme d'aide - NDLR) ; ressusciter un organisme qui existait auparavant, la SOECO, comme organisme d'union. Cette année, nous célébrons aussi l'Année de la Bienheureuse Anuarite ; nous aurions aimé organiser des manifestations culturelles autour de la date du 30 juin, la fête de l'indépendance, etc. Mais notre difficulté majeure est dans le fait que notre aumônerie reflète les difficultés du pays, les divisions. C'est pourquoi nous faisons tout pour que l'esprit de haine, les divisions ethniques importées du pays, le tribalisme ne se vérifient pas non plus à Rome. Nous travaillons à la cohésion.

Propos recueillis par Lucien Mpama

FOOTBALL

Les Diables rouges battus 0-1 par Al Ahly de Tripoli

Les Diables rouges se sont inclinés, mercredi après-midi, face à Ahly de Tripoli sur le plus petit des scores. Un but libyen intervenu vers la 70e minute de jeu. Dominatrice mais pas assez efficace, la sélection congolaise entame donc l'ère Le Roy par un revers. Sans conséquence, mais révélateur du travail à fournir dans les prochaines semaines, sur et hors du terrain, pour accroître la compétitivité du Onze national.

Les Diables rouges ont entamé la rencontre face à Al Ahly Tripoli dans une configuration assez offensive. Devant Gildas Mouyabi, on retrouvait une défense à plat composée de Nganga, Moubio, Lépicier et

Bissiki. Au milieu, le premier rideau était formé par Ndinga, dans un rôle similaire à celui qu'il tenait en Ligue des champions face à Manchester United, et Binguila, très appliqué malgré le deuil qui l'a frappé cette semaine, un cran devant. Malonga, à gauche, et Litsingi, à droite, tenaient les ailes, tandis que Boukama Kaya restait en soutien de Doré. Notons que Prince Oniangué, qui se ressentait depuis le match Reims-VA d'une petite douleur musculaire, a finalement été ménagé, ce qui a motivé son remplacement de dernière minute par Chris Malonga.

Malgré une possession de balle avantageuse, les Diables rouges ont regagné les vestiaires sur un score vierge. Solides, mais pé-

chant dans les transmissions, les Diables rouges auront eu deux occasions franches par Doré et Malonga.

À la pause, Claude Le Roy a procédé à plusieurs changements : Moubio était suppléé par son coéquipier à Dolisie Miangounina, Malonga cédait sa place à Kounkou, Ondama prenait le relais de Litsingi. Boukama Kaya était relayé par Linganzi, et Doré par Mouithys. Des changements qui entraînaient logiquement une réorganisation du milieu de terrain puisque Linganzi se postait en sentinelle devant la défense tandis que Ndinga montait d'un cran.

Si la domination congolaise se confirme à l'entame de la deuxième période, une première hésitation de Miangounina

permet à Mafoumbi de se mettre en évidence (59^e). Las, quelques minutes après l'entrée de Moussilou et Bakaki, en lieu et place de Ndinga et Nganga, une nouvelle erreur d'appréciation de la défense donnait à Ahly l'ouverture le score. Les Diables rouges auront ensuite une chance d'égaliser, mais la tentative de Fabrice Ondama n'a pas accroché le cadre. C'est sur ce score que la rencontre s'est achevée. Un bilan forcément mitigé pour la sélection nationale qui a encore pêché dans la finition. Une carence qui sape les performances des Diables rouges depuis plusieurs années et qui met en évidence l'axe de travail prioritaire du staff technique. Soulignons, lors de ce regroupement, la pré-

sence et l'application du jeune Hardy Binguila, très durement éprouvé en début de semaine par le décès de sa mère. Un patriotisme et un professionnalisme qui honorent le milieu de terrain de Diables noirs.

Dans les rangs libyens, notons la présence de quatre vainqueurs du Chan 2014, à savoir le gardien Nashnouch, le défenseur Elhouni, le milieu Elgadi et l'attaquant Al Ghonadi.

Congo : Mouyabi (Mafoumbi, 46^e)-I. Nganga (Bakaki, 69^e), Moubio (Miangounina, 46^e), Lépicier, Bissiki-Ndinga (Moussilou, 69^e), Malonga (Kounkou, 46^e), Binguila-Litsingi (Ondama, 46^e), Doré (Mouithys, 46^e), Boukama Kaya (Linganzi, 46^e).

Camille Delourme

RUGBY

L'équipe de Taureau domine le tournoi amical

L'équipe de Taureau, plus motivée que le Stade Brazzavillois, l'initiateur de la rencontre, a remporté le tournoi en s'imposant deux victoires contre une pour l'ensemble des trois rencontres.

Le Stade Brazzavillois, qui a reculé d'un cran, devra recevoir sa copie s'il veut défendre son titre de champion lors des compétitions officielles. L'initiative du Stade Brazzavillois

est salubre, car elle permet aux deux clubs de mieux préparer les Jeux africains de Brazzaville en 2015. Sur le terrain, les joueurs de l'équipe de Taureau n'ont pas manqué d'afficher leur ambition de faire la différence. Elle n'a pas manqué le coche dans un match de rugby à 15 durant deux fois 30 minutes, s'imposant 14-8 devant le Stade Brazzavillois, soit deux essais à un. Elle a aussi ré-

édité la même performance dans le rugby à 7 qui est une découverte, selon Gilles Prime, le président du Stade Brazzavillois.

Les Taureaux dominent leur adversaire 7-3 pour le compte des minimes et cadets. Le Stade Brazzavillois va quand même sauver l'honneur en l'emportant 17-0 lors de la deuxième rencontre de cette catégorie. Le tournoi s'est dans l'ensemble bien passé, a félicité Gilles Prime.

«Cela a permis d'expérimenter le rugby à 7, plus rapide que le rugby à 15 mais moins technique.» Après avoir fait un essai réussi dans l'organisation de ce tournoi, le Stade Brazzavillois ambitionne, selon les moyens dont il disposera, de livrer un match amical avec un club de Kinshasa. Cela, a dit son président, coûterait moins cher que le déplacement de Pointe-Noire pour d'autres rencontres de mises en jambes. Une autre rencontre contre une équipe d'Oyo pourrait avoir lieu.

James-Golden Éloué

Stefan Frotzschler découvre l'Afrique en vélo

C'est avec son vélo que ce touriste venant de la ville allemande de Dresden a effectué le voyage de Brazzaville, se lançant ainsi dans une formidable aventure touristique qui est loin d'être achevée.



Stefan Frotzschler à Brazzaville

Stefan Frotzschler est arrivé le 2 mars à Brazzaville au terme d'un long et pénible voyage qui lui a permis de parcourir les 36000km en 21 mois. De passage aux *Dépêches de Brazzaville*, il a raconté les péripéties de son voyage. Le touriste a atteint Brazzaville au bout de neuf étapes, la plus longue étant Dresden- Cap Town en Afrique du Sud. Pour la première expérience africaine, il se dit satisfait d'avoir atteint plus de la moitié de son parcours de la découverte de l'Afrique avec sa bicyclette. De Dresden à Brazzaville, Stefan Frotzschler a en effet visité 38 pays africains avec des réalités différentes et des obstacles. «J'ai effectué ce voyage avec mon vélo, pédalé en empruntant une route comprenant beaucoup de virages. C'est difficile quant à la longue distance que j'ai parcourue, mais aussi par rapport aux conditions climatiques qui n'étaient pas favorables, notamment la chaleur. Et puis tout ce que j'avais prévu à titre de ravitaillement était épuisé. Difficile de trouver une aide parce que je n'avais pas d'amis. Je luttais contre la faim car les gens qui voulaient m'aider ne m'apportaient que des plats africains, ce qui ne cadrait pas avec mon alimentation», a-t-il témoigné. Son plus beau souvenir est sa rencontre avec beaucoup d'animaux. En Namibie, il a visité le parc national. En Afrique de l'Ouest, il a rencontré des éléphants, des crocodiles, singes, rhinocéros...

Pourquoi une escale à Brazzaville?

Le touriste a marqué un arrêt à Brazzaville parce qu'il était porteur d'un message de Mme Helma Orosz, maire de Dresden, à son homologue maire de Brazzaville. Les deux villes entretiennent en effet un accord de jumelage. Stefan Frotzschler a donc été reçu le 3 mars par Hugues Ngouélondélé avant de poursuivre sa mission de découvrir tous les pays africains et leur richesse. Ses prochaines étapes sont le Gabon, le Cameroun, la Guinée, le Maroc. Un parcours qu'il atteindra en neuf mois. Il mettra ensuite son vélo dans le bateau pour rejoindre son pays l'Allemagne, via l'Espagne.

J.G.E.



Une scène du match

INTERVIEW

Angèle Makombo Eboum : « Le deuxième forum mondial des femmes francophones doit favoriser la mobilisation pour une paix durable en RDC »

Actrice politique, leader du parti politique Ligue des Démocrates Congolais (Lidéc), Angèle Makombo Eboum s'est exprimé sur le forum des femmes francophones en cours à Kinshasa et a fait le point de la participation de la femme congolaise au développement de la RDC. Elle a reconnu des avancées mais a également estimé que le chemin à parcourir reste encore long. Les Dépêches de Brazzaville : En votre qualité de leader politique, quelle place donnez-vous à la femme dans vos actions ?

Angèle Makombo Eboum : En tant que présidente nationale du parti politique de l'opposition dénommé Lidéc, j'accorde une place de premier plan à la femme dans les actions que nous menons car je suis convaincue que le développement de notre pays passe par l'implication des femmes. N'oublions pas que nous constituons 52% de la population congolaise. Nous voulons aussi que la femme rattrape le retard qu'elle a accumulé par rapport à l'homme sur le terrain politique. Aussi avons-nous choisi trois axes prioritaires. D'abord l'attribution de responsabilités à des femmes au sein du leadership du

parti. Parité oblige, nous veillons à ce que la femme soit bien représentée au sein du bureau exécutif du parti. Ensuite, renforcement des compétences des femmes par la formation dans les domaines de l'analyse et du message politiques, la communication, l'informatique, le leadership afin d'améliorer leurs capacités à faire de la politique. Enfin, les activités d'implantation du parti, de mobilisation et d'encadrement des membres et des sympathisants à la base.

LDB : Croyez-vous que la Congolaise est assez outillée pour jouer son rôle dans le développement de son pays ?

AME : Je n'ai aucun doute là-dessus ! Le dicton populaire en lingala selon lequel « *muasi atongaka mboka te* » (une femme ne bâtit pas un pays) est complètement faux. Aujourd'hui, nous retrouvons des femmes congolaises compétentes dans presque tous les secteurs d'activités de la vie nationale (enseignantes, médecins, ingénieures, agronomes, avocates, journalistes, générales dans l'armée et la police, etc.). Une jeune femme in-



Angèle Makombo Eboum

génieuse congolaise est l'inventeur d'un robot qui régule la circulation routière dans notre capitale ! Tous les Congolais sont très fiers d'elle. Mais les femmes congolaises outillées pour jouer un rôle dans le développement du pays ne sont pas assez nombreuses car un nombre incalculable d'entre elles n'ont pas eu la chance d'avoir accès à l'éducation, même de base. Il est malheureusement établi que notre pays, la RDC, n'atteindra pas d'ici 2015 les objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Or comme on le sait, les OMD comprennent l'accès à l'éducation primaire pour tous.

LDB : Après plus de cinquante ans d'indépendance, quel bilan faites-vous de la participation de la femme francophone en général et congolaise en particulier aux initiatives de développement ?

AME : Des progrès ont été réalisés depuis les indépendances africaines, mais on aurait pu faire mieux et plus vite pour augmenter la participation

de la femme francophone en général et congolaise en particulier aux initiatives pour le développement du pays. Je pense, par exemple, à l'éducation dont je viens de parler, et puis à l'agriculture, pourtant proclamée priorité nationale dans notre pays. 65% environ de Congolais vivent en milieu rural, et parmi ces ruraux, il y a une multitude de femmes qui travaillent dans l'informel pour la production agricole nationale. Or qu'avons-nous fait jusqu'à présent pour les aider à quitter l'informel et leur donner des moyens adéquats pour contribuer à développer notre agriculture ?

LDB : Vous avez été candidate à la phase préliminaire de la dernière présidentielle. Comment pensiez-vous le développement de la femme congolaise ?

AME : Je voudrais que tout enfant congolais puisse avoir la chance que j'ai eue d'avoir de quoi manger, d'aller à l'école et d'avoir accès à la santé. Savez-vous par exemple que dans notre pays, chaque minute, un enfant de moins de cinq ans meurt ; six millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë ; 7 millions d'enfants de moins de 17 ans ne sont pas allés à l'école en 2012 ? C'est insoutenable ! Vous l'aurez sans doute compris, pour moi, le développement de la femme congolaise passe par son accès à l'éducation et une solide formation. La Banque mondiale ne dit pas autre chose lorsque dans son Rapport 2013 sur le suivi de la situation économique et financière pour la RDC, elle invite les pouvoirs publics à investir davantage dans l'éducation. Le développement de la femme congolaise passe aussi par sa protection contre les atrocités et les violences sexuelles, un véritable fléau national.

LDB : De quel type d'actrice la RDC a-t-elle besoin pour faire son entrée dans le rang des pays émergents ?

AME : La RDC a besoin de former et d'accroître le nombre de femmes agents de développement dans les grands secteurs d'activités de la vie nationale. Mais par-dessus tout, à mon avis, la RDC a besoin de femmes leaders dans leurs communautés, de femmes leaders dans la société civile, de femmes leaders politiques. Des femmes qui s'intéressent réellement au débat public et aux questions d'intérêt national, des femmes qui s'engagent, qui s'impliquent dans la gouvernance du pays, qui osent donner leurs opinions, prendre position et faire des propositions pertinentes pour faire avancer les choses.

LDB : Qu'est-ce que les Congolaises peuvent attendre du forum mondial des femmes francophones au lendemain de la fin de la guerre dans l'est de la RDC ?

AME : Les rebelles du M23 ont été défaits militairement depuis novembre dernier, mais il est établi que d'autres rebelles continuent à sévir dans notre pays, notamment dans les Kivu, la Province Orientale et au Katanga. Comme l'a si bien dit le patron de la Monusco Martin Kobler, « *c'est la fin de la guerre mais maintenant il faut gagner la paix* ». Mais étant donné que nous n'avons pas encore « *gagné la paix* » et que sans la paix, il n'y a pas de développement, j'émetts le vœu que le deuxième Forum mondial des femmes francophones, qui se tient actuellement à Kinshasa et qui a pour thème « *Femmes actrices de développement* », favorise l'inclusion et une forte mobilisation des femmes congolaises pour nous permettre de gagner une paix durable et de reconstruire notre pays pour nos enfants et les générations futures..

Jeannot Kayuba

CÉNI

Martin Fayulu déterminé à obtenir la tête de l'abbé Malu Malu

Sa pétition aurait déjà recueilli quelques 12.000 signatures et la tendance pourrait être maintenue pour atteindre le seuil de 100.000 signatures requises par la Constitution.

La plate-forme politique « Sauvons la RDC » poursuit l'opération de récolte des signatures afin d'étoffer la pétition qu'elle entend déposer au bureau de l'Assemblée nationale en vue d'obtenir la démission de l'abbé Appolinaire Malu Malu. Sous la férule de son président Martin Fayulu, les membres de cette coalition politique s'étaient déployés dernièrement sur toute la ville pour récolter des signatures auprès des Kinois. L'opération qui s'étend jusque dans l'arrière-pays notamment au Nord-Kivu, Sud-Kivu, Bas-Congo etc, pourrait être lancée aussi à l'extérieur du pays afin de maximiser les chances d'aboutir, apprend-on. Pour les initiateurs, quelques 12.000 signatures seraient déjà récoltées à ce stade et la tendance pourrait être maintenue de sorte qu'à la fin, le seuil de 100.000 signatures requises par la Constitution soit atteint.

Des sources proches des initiateurs, il ressort que d'autres signatures, près de trois cent, auraient été confisquées par les agents de l'ordre qui avaient arrêté des membres de « Sauvons la RDC » alors qu'ils récoltaient des paragraphes au niveau du rond point Ngaba. Le député Martin Fayulu qui croit en la justesse de son action voudrait impliquer la majorité des congolais à y adhérer. Lors d'une conférence de presse tenue récemment au siège de son parti l'Écidé, il a invité tous les patriotes à s'impliquer dans cette démarche initiée depuis le 18 février qu'il juge salutaire pour le pays. « Ensemble, menons le combat de la Cénie pour que les générations futures soient fières de nous », ne cesse-t-il de claironner.

Entre-temps, de nombreux Kinois n'accordent pas un grand intérêt à cette initiative, non parce qu'ils n'en maîtrisent pas les tenants et les aboutissants, mais bien parce qu'ils savent qu'elle est vouée à l'échec. Certaines indiscretions recueillies laissent entendre en effet que seulement 12.300 signatures seraient récoltées après les quinze premiers jours du lancement de l'opération. C'est dire qu'il y a encore beaucoup à faire pour espérer atteindre l'objectif. En outre, il y a lieu de s'interroger sur le sort de cette pétition dans une Assemblée nationale acquise à la cause de la majorité. En outre, le fait que le Règlement intérieur de la Cénie et la loi organique portant organisation et fonctionnement de cette institution soient restées aphones quant à la procédure à suivre concernant la démission du président de la Cénie, complique de plus belle la donne.

Alain Diasso

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

La directrice générale de l'Unesco déterminée à accorder la priorité aux droits des filles

Depuis 1975, l'humanité commémore chaque 8 mars la journée internationale de la femme. Pour cette année, la tradition sera une fois de plus respectée pour que cette journée qui matérialise le combat des femmes revête toute l'importance qui lui est accordée.

Pour la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, la célébration de cette journée est un moment pour passer en revue les réalisations passées et de regarder vers l'avant non seulement les défis qui restent à relever mais aussi les possibilités et opportunités encore inexploitées. L'Unesco place les droits des filles au centre de son action en tant qu'une institution de l'ONU chargée de promouvoir l'éducation, les sciences, la culture, la communication et l'information

C'est dans ce cadre que la directrice générale de cette agence onusienne accorde une attention soutenue à la promotion et à la défense des droits des filles et des femmes. « *L'égalité des genres est une priorité globale pour l'organisation depuis 2008, et elle l'est encore aujourd'hui. En tant que directrice générale, je suis résolue à accorder un rang prioritaire aux droits des filles et des femmes dans l'agenda mondial, dans tous les domaines de compétence de l'Unesco ainsi que dans notre action sur le terrain. Cette tâche revêt une importance particulière en ce qui concerne l'éducation et la culture, deux domaines d'où peut venir le changement en vue d'un monde meilleur pour l'ensemble des femmes et des hommes* », a déclaré Irina Bokova.

La directrice générale de l'Unesco reste convaincue que l'autonomisation des femmes « *constitue le point de départ de l'édification d'un monde plus pacifique et plus juste* ». La violence, les discriminations et les inégalités persistantes qui demeurent profondes à travers le monde, souligne-t-elle, sont un obstacle considérable à une évolution positive, et nous devons agir ensemble, dès à présent, pour le surmonter. Pour ce faire, elle invite l'ensemble des partenaires au sein des pouvoirs publics, du secteur privé, de la société civile et dans tout le système de l'ONU ainsi que toutes les femmes et tous les hommes à unir leurs forces, à accélérer le rythme et à redoubler d'efforts pour atteindre l'égalité des genres dans chaque région du monde.

Aline Nzuzi

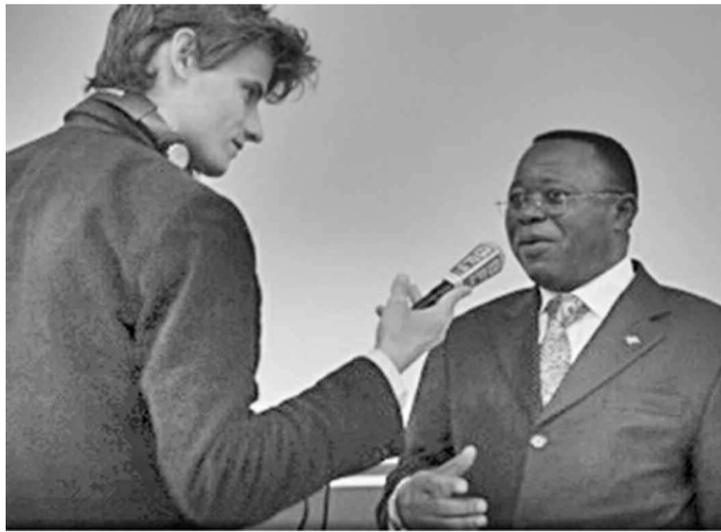
ÉLECTRICITÉ

Le projet Inga III suscite toujours l'intérêt des partenaires

Pour la préparation du projet, la BAD va financer la RDC à hauteur de 75 millions USD et la Banque mondiale à hauteur de 73 millions USD.

Dans un entretien avec un média de Londres, le ministre des Ressources hydrauliques et électricité, Bruno Kapandji Kalala, a expliqué le bien-fondé du projet Grand Inga pour les populations congolaises et pour l'ensemble du continent africain. Sa première phase dite Inga III a notamment suscité l'intérêt de l'Afrique du Sud et du Nigeria qui feront partie des premiers bénéficiaires de l'énergie électrique qui y sera produite. Sur la production de 4800 MW d'Inga III basse chute, 2500 MW seront réservés à la République Sud-Africaine, 1300 MW à l'industrie minière du Katanga et 1.000 MW pour la population de Kinshasa et du Bas-Congo à travers la société nationale d'électricité (SNEL).

Le ministre congolais a précisé que la population congolaise est le premier bénéficiaire d'Inga III parce que 1 000 MW seront mis à sa disposition. Ainsi, a-t-il dit, la Snél qui produit à ce jour un total de 1200 MW va d'abord passer à 1500 MW avec tous les projets de réhabilitation des machines des centrales hydroélectriques. Par la suite, la



Le ministre Bruno Kapandji et le journaliste Peter Dörrie pendant l'interview

production de la Snél atteindra la puissance de 2500 MW, amplement suffisant au pays, grâce à la production d'Inga III. « *Le président de la République a décidé de construire Grand Inga en commençant par la première phase Inga III pour améliorer le taux d'accès de la population en électricité qui est à ce jour de 9%* », a-t-il noté.

En outre, le ministre a relevé que la contribution annuelle directe d'Inga III basse chute aux finances de l'État

pourrait atteindre 400 à 500 millions de dollars américains, soit environ 6 à 7% de son budget public annuel actuel. Le gouvernement, a-t-il renchéri, consacra une partie significative de la redevance des droits d'eau au financement de programmes d'électrification des régions du pays dépourvues d'électricité. Il examinera, par ailleurs, la possibilité de réserver une partie de ces fonds au développement de la phase suivante du Grand Inga (Inga III haute chute). « *On attend pendant les travaux de construction, la création de 7000 emplois directs et plusieurs milliers d'emplois indirects provenant des cimenteries et d'autres*

sociétés qui vont se créer. Et le site aura toujours des personnes engagées à l'emploi pendant les constructions des autres phases de 3 à 8 », a ajouté Bruno Kapandji. La relance du dossier Grand Inga est considérée par le ministre comme l'expression de la détermination du président de la République, de son gouvernement et des partenaires qui accompagnent la RDC vers sa transformation en une puissance énergétique. Dans le passé, plusieurs facteurs dont le coût énorme de l'investissement se sont longtemps érigés en obstacle à l'exécution du projet. L'innovation de l'étude de faisabilité actuelle réalisée par le bureau d'études Aecom/Edf a permis d'envisager le début des travaux d'Inga III basse chute, avec un coût réduit et surtout sans barrer le fleuve. Ces conclusions ont attiré vers la RDC des partenaires crédibles pour construire Grand Inga. « *Rien que pour réaliser l'étude de faisabilité, la RDC a bénéficié d'un don de 15 millions de dollars américains de la part de la Banque africaine de développement (BAD). Pour la préparation du projet Inga III, la BAD va financer la RDC à hauteur de 75 millions USD et la Banque mondiale à hauteur de 73 millions USD* », a-t-il déclaré.

Le projet Inga III est la première phase de la centrale hydroélectrique Grand

Inga (42.000 MW). La puissance installée sera de 4.800 MW à l'étape d'Inga III basse chute. Ce projet aura trois composantes, à savoir les ouvrages communs comprenant la prise d'eau sur le fleuve Congo, le canal d'amenée et le barrage; la centrale hydroélectrique de onze machines bichute de 450 MW chacune et la ligne Inga-Kolwezi et prolongement jusqu'à la frontière RDC-Zambie. Le coût estimé pour la construction est de 8,6 milliards USD (ouvrages communs : 3,6 milliards usd, centrale : 2,8 milliards usd et ligne Inga-Kolwezi : 2,2 milliards usd). Ce coût va s'élever à 12,5 milliards USD en tenant compte des intérêts et inflations.

Le gouvernement a décidé de construire cette centrale en partenariat public-privé où l'Etat va investir dans les ouvrages communs en collaboration avec ses bailleurs de fonds traditionnels des pays partenaires. Et le privé va s'occuper de la construction de la centrale hydroélectrique et la ligne électrique Inga-Kolwezi et vers frontière zambienne. Cette phase n'a pas d'incidence sur les populations parce qu'elles ne seront pas affectées par les zones inondées qui resteront relativement faibles. Inga III n'aura pas d'impacts écologiques sur la faune et la flore sur cet espace de savane clairsemé.

Jeannot Kayuba

COOPÉRATION

L'Union européenne alloue 620 millions d'euros à la RDC

L'aide s'inscrit dans le cadre de l'exercice 2014-2020 à travers le Fonds européen de développement (FED).

L'information a été dévoilée par le ministre délégué aux Finances, Patrice Kitebi, le 4 mars, au cours d'une conférence de presse animée conjointement avec le commissaire européen au développement, Andris Pielbalgs. Dans le souci de faire le point sur la coopération entre la RDC et l'Union européenne, le ministre congolais a réaffirmé l'engagement de l'Union européenne aux côtés de la RDC, dont la mission est demeurée « exemplaire tout au long des décennies », a-t-il souligné, tout en précisant que l'Union européenne, à travers le fonds européen de développement, apporte son appui dans plusieurs secteurs. Il a cité entre autres la santé, les infrastructures, la gouvernance et l'environnement.

« *Les entretiens que nous avons eus avec le Commissaire au développement à Bruxelles en janvier dernier, nous ont permis de délimiter le cadre prochain dans lequel nous mettrons en œuvre le onzième FED. Il s'agira en substance d'appuyer le secteur de sécurité et également de continuer des appuis dans le domaine de la gouvernance politique et économique ainsi que dans le secteur de la santé et des infrastructures* », a indiqué Patrice Kitebi qui a précisé que dans le cadre du onzième FED, 620 millions d'euros ont été alloués à la RDC pour la période 2014-2020. Prenant la parole, le commissaire européen au développement a émis le souhait que la coopération entre la RDC et l'Union européenne, pour l'exercice 2014-2020, soit caractérisé par le travail pour plus de croissance économique, la création d'emploi, la stabilité du cadre macroéconomique, le renforcement de l'accord-cadre signé le 2 février à Addis-Abeba, etc. L'UE, souligne Andris Pielbalgs, s'attend à ce que la RDC améliore la gouvernance dans tout le pays et instaure un dialogue politique très approfondi à l'intérieur comme à l'extérieur.

La remise du nouveau Palais de justice qui abritera le Conseil supérieur de la magistrature, la Haute cour militaire, la Cour de cassation, le Conseil d'État, la cour constitutionnelle ainsi que d'autres services spécialisés de la justice est la matérialisation de la coopération entre l'UE et la RDC. Pour rappel, la RDC a déjà bénéficié d'enveloppes importantes de la part de l'Union européenne dans le cadre de divers FED. En plus des appuis importants obtenus dans le cadre de l'aide d'urgence, la RDC a, à titre illustratif, bénéficié de 572 millions d'euros dans le cadre du neuvième FED et 710 millions d'euros dans le cadre du dixième FED.

Gypsie Oïssa Tambwe

OIF

Le Forum mondial des femmes francophones ne s'arrêtera pas

Yamina Benguigui a affirmé tout haut sa conviction que la tribune offerte aux femmes par la Francophonie est promise à un grand avenir en réponse à la préoccupation soulevée, dans les détours de la conférence de presse tenue à la fin de la réunion internationale le 4 mars en début d'après-midi, quant au sort qu'il lui sera réservé à la fin de ses fonctions.

Se voulant rassurante à ce propos lors de l'échange avec la presse et abordant le sujet avec pleine assurance, la ministre déléguée chargée de la Francophonie a considéré d'abord le contexte significatif dans lequel a vu le jour le Forum mondial des femmes francophones. L'on sait désormais que le forum est né d'une indignation dès la prise de fonction de Yamina Benguigui au terme de périples réalisés notamment au Mali, en Tunisie et en RDC. Définitivement « alertée par la situation catastrophique des femmes dans l'est de la RDC, victimes des hordes de milices armées », elle s'est dès lors résolue à ouvrir une brèche en faveur de la femme francophone. Ainsi, forte de la conviction que « la question des droits des femmes était capitale dans la relance de la Francophonie », elle a pris le parti de convaincre le secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Abdou Diouf, de tout l'intérêt à y dédier un forum. Si le privilège lui est reconnu d'avoir initié cette rencontre internationale, la ministre française n'en pense pas moins que son destin ne lui appartient pas. Il est désormais affaire de toutes les femmes francophones. Il y a donc



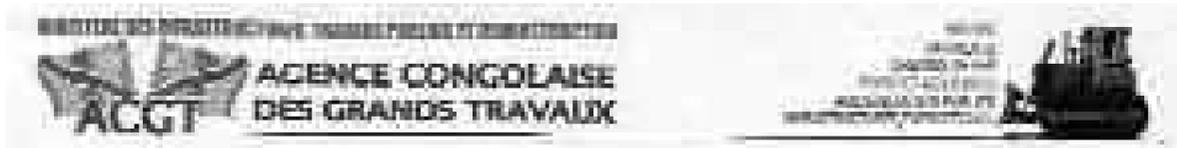
Clément Duhem, Yamina Benguigui, Geneviève Inagosi et Ndioro Ndiaye lors du point de presse

lieu de croire, au regard de la synergie et des initiatives qui se créent autour, que le Forum mondial des femmes francophones est destiné à un brillant avenir. Elle a fait allusion ici notamment à la création du Réseau francophone femme-homme pour promouvoir la prise en compte du genre dans l'action de la Francophonie et la mise sur pied du portail Terriennes de TV5 dédié au Forum des femmes. Lancé le 25 octobre, le réseau dont le besoin s'est fait ressentir spontanément est coordonné par Ndioro Ndiaye.

Par ailleurs, Yamina Benguigui a évoqué la volonté manifeste du XVe d'offrir une visibilité aux femmes. Propos corroborés tour à tour par l'administrateur de l'OIF, Clément Duhem, et l'envoyée spéciale du Sénégal au 2e Forum mondial des femmes francophones. La ministre sénégalaise chargé des questions du Genre a également mentionné le thème du prochain rendez-vous de l'OIF. Et Yamina

Benguigui de renchérir que « *Femmes et jeunes en Francophonie, vecteurs de paix et acteurs de développement* » s'inscrit dans l'ordre des valeurs de paix et de démocratie véhiculées par la Francophonie. Pour sa part, la ministre du Genre, de la famille et de l'enfant, Geneviève Inagosi, s'est dite « satisfaite de la mobilisation dont a été l'objet le forum » qu'elle tient pour un gage de succès. Et Geneviève Inagosi de tenir « la présence de la présidente Catherine Samba-Panza malgré son agenda pour un signal fort » quant à son importance. Elle s'est réjouie de « la participation des premières dames loin d'être une simple figuration ». Sur ce point, elle a signalé « leurs contributions pertinentes dont certaines font partie des recommandations » lues en matinée. Sans oublier l'intérêt porté par les nombreux médias internationaux en présence qu'elle a salués avec considération.

Nioni Masela



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

Avis à manifestation d'intérêts pour le recrutement d'une firme (consortium) capable de financer, d'assurer la mise en œuvre, la gestion et l'exploitation du projet de modernisation de la Route nationale Kasomeno-Kasenga-Chalwe (91 km), de l'aménagement de l'Aérodrome de Kasenga et sa voie d'accès (5 km) ainsi que la construction du Pont Haubané (350 m) sur la rivière Luapula, dans la province du Katanga, dans le cadre d'un partenariat public privé (PPP).

N°Avis : AMI/ACGT/DG/CGPMP/PPP/001/2014

Date de l'avis : 03 mars 2014

1. Dans le cadre de la mise en œuvre des projets d'infrastructure contenus dans le programme de la révolution de la modernité de la RDC, initié par le Chef de l'Etat, l'Agence congolaise des Grands Travaux (ACGT), en sa qualité de Maître d'ouvrage délégué du Ministère de l'Aménagement du Territoire, Urbanisme, Habitat, Infrastructures, Travaux Publics et Reconstruction de la RDC, compte piloter la mise en œuvre, dans le cadre d'un partenariat public privé (PPP), du projet sus-cité.

2. Les objectifs de ce partenariat sont :

- Mobilisation des fonds nécessaires au financement du projet ;
- Mise en œuvre des travaux de modernisation de la route nationale Kasomeno-Kasenga-Chalwe (91 km), d'Aménagement de l'Aérodrome de Kasenga et sa voie d'accès (5 km) ainsi que de construction d'un Pont haubané (350 m) sur la rivière Luapula dans la province du Katanga, durant une période ne dépassant pas trois (3) ans ;
- Gestion, exploitation et entretien des ouvrages construits durant une période ne dépassant pas quinze (15) ans pour le recouvrement de l'investissement consenti.

3. L'Agence Congolaise des Grands Travaux invite ainsi les firmes (consortiums) congolaises et étrangères intéressées à fournir des informations indiquant qu'elles sont qualifiées pour exécuter avec satisfaction les prestations attendues dans les conditions semblables.

Il est requis des candidats :

- Une bonne expérience en matière de développement de projets
- Une expertise technique avérée dans l'exécution de contrats analogues : qualifications nécessaires parmi son personnel ou son réseau d'experts ;

Les firmes intéressées doivent fournir des brochures de contrats, références et toutes informations utiles concernant :

- Constitution et organisation de la firme (consortium) ;
- Identité, statuts, adresses et registre de commerce de chaque membre de consortium ;
- Capacité technique dans la construction et la gestion des routes, ponts et autres infrastructures publiques ;
- Capacité financière et compétences dans la mobilisation des fonds ;
- Toutes autres informations jugées utiles.

4. Les études (socio-économiques et financières, techniques détaillées et socio environnementales) réalisées par l'Agence Congolaise des Grands travaux attestent de la rentabilité dudit projet. Ces études sont disponibles et seront accessibles aux candidats qui seront sélectionnés.

5. Les manifestations d'intérêts, rédigées en langue française, doivent parvenir par courrier traditionnel sous plis fermé contre récépissé, à l'adresse ci-dessous au plus tard le **18 mars 2014 à 12 h 00 précises, heures de Kinshasa et porter clairement la mention :**

« AMI/ACGT/CGPMP/PPP/001/2014 – Recrutement firme (entreprise ou consortium) pour financement et mise en œuvre du projet de modernisation de la Route Nationale Kasomeno-Kasenga-Chalwe (91 km), l'aménagement de l'Aérodrome de Kasenga et sa voie d'accès (5 km) ainsi que la construction du Pont haubané (350 m) sur la rivière Luapula dans la province du Katanga, dans le cadre d'un partenariat public privé (PPP).

6. Sur la base de réponses au présent appel à manifestation d'intérêt, il sera établi une liste restreinte des firmes (consortiums) qui recevront, une lettre accompagnée d'une demande de proposition les invitant à soumettre une offre technique et financière en vue de la sélection finale. La firme retenue sera invitée à négocier avec le Maître d'ouvrage ou son représentant, les termes du contrat de partenariat pour le financement, la mise en œuvre, la gestion et l'exploitation dudit projet.

Agence Congolaise des Grands Travaux
Local « ADMINISTRATIF »
1, avenue de l'OUA,
Commune de Ngaliema
Réf : Enceinte Procoki
E-mail : contact@acgt.cd
République démocratique du Congo

Charles Médard LUNGA MWAMBA
 Directeur Général

PLAN D'ENTREPRISE 2012-2016

La Snél signe des contrats de performance avec ses treize entités

La cérémonie entre dans le cadre du processus de redressement de cette société tel qu'arrêté par le gouvernement de la République.

L'hôtel Sultani dans la commune de la Gombe a servi de cadre, le 4 mars, à la signature des contrats de performance entre la Société nationale d'électricité (Snél) et ses treize entités homogènes dont la direction de la production, du Département de distribution de Kinshasa, de Transport, des Ressources humaines, de Finances, de Distribution de provinces, Commercial, Approvisionnement et marché, etc. À cet effet, l'administrateur délégué de la Snél, Éric Mbala Musanda, a rappelé les deux phases de la stratégie de redressement de la Snél arrêtée par le gouvernement dont la première phase à court et moyen terme, tandis que la deuxième phase est à long terme. La première phase qui s'étend sur cinq années, a-t-il expliqué, est celle au cours de laquelle sera mis en œuvre un plan d'urgence comportant des actions destinées à mettre fin à la dégradation des conditions d'exploitations de la Snél, à améliorer les conditions techniques de son outil de production et à assainir sa gestion. Quant à la deuxième phase, elle concerne la restructuration proprement dite, c'est-à-dire que c'est au cours de cette phase que la structure globale de l'entreprise pourrait subir des changements profonds suivant les résultats des études techniques appropriées. Pour relever le défi, l'administrateur délégué de la Snél a fait savoir que l'année 2014 sera celle du commercial, en dépit des performances réalisées en 2013. En outre, a-t-il annoncé, son entreprise a élaboré un plan d'entreprise pour la période 2012-2016 ainsi qu'un plan de gouvernance. Pour se conformer à la rigueur promue au niveau du gouvernement, Éric Mbala a promis de s'investir personnellement dans la lutte contre les antivaleurs et la fraude ainsi que dans la campagne pour le respect des normes de gestion et de bonne gouvernance aussi bien à Kinshasa qu'en provinces.

Il y a lieu de rappeler qu'au mois de février 2012, la Snél avait signé avec l'État congolais un contrat de performance qui vise son redressement de manière à la rendre plus compétitive et apte à remplir son objet social. Par la signature de ces contrats, la Direction générale de la Snél et ses entités homogènes s'engagent à atteindre les objectifs assignés par le Conseil d'administration à travers les orientations stratégiques 2014 et à mettre à la disposition des entités les moyens nécessaires pour leur mise en œuvre.

Gypsie Oïssa Tambwe

GÉCAMINES

La société envisage de construire une centrale électrique d'ici 2017

L'option envisagerait d'augmenter la production en cuivre de cette entreprise appartenant à l'État congolais.

La Générale des carrières et des mines (Gécamines) tient à réaliser la construction d'une centrale électrique au charbon de 500 mégawatts en 2017. Selon le site Bloomberg, la société étatique a commandé une étude de faisabilité qui prendra fin en septembre. Se référant aux déclarations du président délégué général (PDG) de cette entreprise, Ahmed Kalej Nkand, lors d'une interview au cours de la conférence « *Investing in African Mining Indaba* » tenue en Afrique du Sud, la source a noté que la construction de cet ouvrage, qui prendrait environ deux ans, pourrait débuter d'ici la fin de cette année ou au début de 2015.

Pour Ahmed Kalej Nkand, cette centrale sera une source de financement pour son entreprise, puisque la Gécamines va seulement utiliser une partie de son électricité et pourrait revendre le reste. Elle pourra également être la première centrale d'électricité continuant à fonctionner sans interruptions. De l'avis du PDG de la Géca-



Construction de la ligne haute tension Inga-Kinshasa

mines, cette entreprise tient à favoriser le développement de ses réserves de manière indépendante « *En ce moment, nous voulons exploiter nos stocks nous-*

mêmes », a-t-il affirmé. Actuellement, la Gécamines s'investit dans la mobilisation du financement pour ce faire. « *Nous nous adressons à de nombreux partenaires : banques, institutions financières et même à des entreprises privées de la RDC et d'ailleurs* », a soutenu Ahmed Kalej.

Il est noté que la Gécamines, qui était jadis l'un des producteurs de cuivre les plus importants au monde, produisant 476 000 T. en 1986, s'est vue contrainte par un déficit en énergie électrique qui a presque arrêté sa production au début des années 2000. Selon son PDG, cette entreprise n'a produit que 60.000 T de cuivre en 2013 et vise à porter ce chiffre à 100.000 T cette année. Le site a noté que la société a déclaré en octobre qu'elle pourrait envisager une introduction en bourse dans deux ans, après qu'elle a certifié une quantité suffisante de ses réserves de cuivre.

Lucien Dianzenza

BLANC ÉBÈNE

L'albinisme au Congo dans tous ses états

Objet de toutes les curiosités depuis son vernissage l'après-midi du 3 mars, les cinquante photos d'albinos exposées sur la place des artistes en plein cœur de Matonge s'accompagnent de textes choisis et renvoient ensemble une image positive de l'intégration des albinos dans la société locale.

Le quartier populaire de Kalamu s'accommode d'un nouveau décor parvenu là par la magie de l'objectif de Patricia Willocq focalisé sur la Fondation Mwimba Texas avec le précieux concours du Centre Wallonie Bruxelles. Les sept carrés dont il faut faire le tour pour voir toute l'exposition portent sept à huit clichés pris dans l'intervalle de quatre mois à partir de mai 2013. L'exposition Blanc Ébène qui restera présent dans le quotidien des habitants de Matonge jusqu'à la fin du mois participe à un vaste projet qui lui a donné son nom. En effet, s'il est un motif de satisfaction pour la jeune photographe, il n'en reste pas moins qu'elle la tient à peine pour « *la première partie du cheminement* » circonscrit dans le cadre d'un projet philanthropique avant tout. « *Car le projet Blanc Ébène n'est pas seulement une exposition photo mais aussi un projet social pour pouvoir donner aux enfants albinos un accès égal à l'éducation. Nous avons donné des paires de lunettes, le 26 février, pour qu'ils puissent mieux voir au tableau et ainsi avoir un accès égal*

à l'éducation », a-t-elle confié aux *Dépêches de Brazzaville*.

L'autre motif de joie que Patricia Willocq a bien voulu nous partager, c'est le fait d'avoir tenu son exposition au rond-point Victoire. Ainsi, la deuxième chose qu'elle nous fait savoir tout de suite c'est son contentement « *d'exposer à cette place de la commune de Kalamu parce que cela permet d'atteindre la majorité de la population de la ville. Ce n'est pas comme une exposition en salle où le public est restreint. En plus, soumise au regard d'un grand public, cela donne lieu à tout un questionnement par rapport à l'albinisme. Je suis contente d'y être parvenue* ». L'exposition Blanc Ébène est destinée à faire le tour de plusieurs provinces de la RDC. Kinshasa n'est dès lors qu'une étape, mieux encore. « *Cette expo n'est pas la fin du projet qui doit continuer car il faut continuer de distribuer des paires de lunettes aux enfants. Il faut que les photos soient exposées dans d'au-*

« Cette expo n'est pas la fin du projet qui doit continuer car il faut continuer de distribuer des paires de lunettes aux enfants. Il faut que les photos soient exposées dans d'autres contrées du Congo et dans d'autres pays »

tres contrées du Congo et dans d'autres pays », a martelé Patricia.

Scènes banales

Ainsi, même si elle tient la RDC



Patricia Willocq et deux petits albinos bénéficiaires du projet Blanc Ébène lors du vernissage

pour un modèle en matière d'intégration des albinos en comparaison au Burundi et à la Tanzanie, et elle n'a pas tort, Patricia estime qu'il y a tout de même à faire pour chasser certaines croyances qui

ont la peau dure. Elle s'est donc définitivement lancée dans la voie de sensibilisation sur l'albinisme. C'est à cela que servent les textes visibles à côté des photos, fil

conducteur de l'exposition. Avec des titres très explicite à l'instar de « *Qu'est-ce que l'albinisme ?* », il y en a à apprendre sur le sujet. Et la présentation sommaire de « *La Fondation Mwimba Texas* », le point sur « *L'albinisme au Congo* » ou la note biographique de La photographe Patricia Willocq sont autant d'écrits mis à la disposition du public.

Les clichés qui montrent des scènes banales du quotidien d'albinos de tous âges, à commencer par celle d'un nourrisson endormi qui frappe dès le premier coup d'œil. Placé à l'entrée de l'exposition, le coup de cœur de Patricia Willocq l'est désormais pour plusieurs. L'on

y découvre aussi un portrait du catcheur Mwimba Texas alors que plusieurs membres de son ONG sont vus dans l'exposition en cours qui a pour point de chute deux portraits du ministre des Postes et télécommunications du Congo-Brazzaville, Thierry Mougalla. Samedi dernier encore de nombreux Kininois voulaient marquer un arrêt à la place des artistes pour voir la nouvelle plaque dédiée à King Kester Émeneya qui vient de s'ajouter à côté de celle de Rochereau sur l'une des faces du monument Mains d'artistes mais depuis lundi, Blanc Ébène lui vole la vedette.

Nioni Masela

50^e COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Dragons et Rangers exemptés du premier tour préliminaire à Kinshasa

La Ligue de football de Kinshasa a décidé que l'AS Dragons et l'AC Rangers ne participent pas au premier tour préliminaire de la 50^e édition de la Coupe du Congo de football pour la ville de Kinshasa.



AS Dragons de Kinshasa

L'instance gérant le football dans la capitale a fixé le coup d'envoi de cette compétition au lundi 10 mars au stade Tata-Raphaël de la Kethule de Ryhove. Dragons et l'AC Rangers feront leur entrée au deuxième tour préliminaire. Les Monstres de la capitale affronteront le vainqueur de la rencontre entre AC Sodigraf et Africana Express, tandis que la formation de Rangers s'expliquera avec le gagnant du match entre AS Mbudi et FC Santos. Selon le programme des matchs du premier tour préliminaire, SC Ujana jouera contre FC Dijack à 13h15', AS Mbudi contre FC Santos à 15h15'. Et le 11 mars, AC Arc-en-ciel affrontera FC Las Vegas à 13h15', et AC Sodigraf sera confronté à Africana Express FC à 15h15'. Et le 14

mars à 11h00', le gagnant du match entre Ujana et Dijack sera l'adversaire du vainqueur de la partie entre Arc-en-ciel et Las Vegas; à 13h15', l'AC Rangers entrera donc en lice face au gagnant du match entre Mbudi et Santos. Et à 15h15' ce même vendredi, l'AS Dragons fera son apparition dans la compétition contre le gagnant du match entre Sodigraf et Africana Express.

Les demi-finales de ce tour préliminaire pour la ville de Kinshasa de la 50^e édition de la Coupe du Congo de football se joueront le 17 mars, alors que la finale est prévue pour le 20 mars. Le club vainqueur de ce tour préliminaire va représenter la ville de Kinshasa à la phase des poules de l'édition 2014 de la

Coupe du Congo. L'on rappelle que c'est un club de Kinshasa, le FC MK qui détient le trophée de la Coupe du Congo de football, vainqueur de la 49^e édition dont la phase finale a été organisée à Boma dans le Bas-Congo.

Toujours dans le cadre de cette 50^e édition de la Coupe du Congo, cinq clubs de la Ligue de football du Katanga se sont engagés aux préliminaires dans cette province. Il s'agit du FC Ninja du Cercle sportif de Bukama, du CS Manika de l'Entente urbaine de football de Kolwezi, du FC Bana Kipushi, du Cercle sportif de Kipushi, de la JS Groupe Bazano et du DC Motema Pembe de l'Entente urbaine de football de Lubumbashi.

Martin Enyimo

COOC

La commission ad hoc fixe les dates des élections à la Fénacoju, Fékaco et Féaco

Le Comité olympique congolais (COC) a, dans un communiqué de presse rendu public le lundi 3 mars, fixé les dates de l'organisation des assemblées générales extraordinaires et électives au sein des fédérations d'athlétisme, de karaté et de judo.

En gros, ces élections se tiendront au cours de ce mois de mars dans ces fédérations en proie à des crises internes aiguës depuis plusieurs mois.

C'est dans l'optique de régler ces conflits internes que la Commission de réconciliation et règlement des litiges de l'instance olympique congolaise a recommandé à ces fédérations nationales sportives de tenir leurs assemblées électives. « *Le COC a pour rôle de réconcilier les parties en conflits afin d'éviter le bicéphalisme à la tête des fédérations sportives congolaises* », a confié un membre de l'instance nationale olympique à la presse. Ainsi, la date fixée pour l'organisation des élections à la fédération de karaté-do du Congo (Fékaco) et à la Fédération d'athlétisme du Congo (Féaco) est fixé au 22 mars.

La Fédération nationale congolaise de judo (Fénacoju) organisera son scrutin pour se doter de nouveaux dirigeants le 29 mars à Kinshasa. L'on note que la Fénacoju a organisé une assemblée

élective en décembre 2013 à Goma, en marge du championnat national de judo organisé dans la ville mère de la province du Nord-Kivu. Présidée par Roger Bondembe, la commission de réconciliation avait annulé les résultats de ces élections, appuyée dans sa décision par l'administration des sports. Soulignons aussi que le président de la Fénacoju, Francis Bimwala, avait totalement décliné toutes les invitations que la Commission ad hoc du COC lui a adressées afin de se mettre sur la même table que l'autre frange de la famille du judo congolais qui n'approuve pas les actions du comité Bimwala.

Aussi, le communiqué du COC fixant les dates de l'organisation des assemblées électives indique que les membres des commissions électorales des fédérations concernées devraient prendre officiellement connaissance des décisions du COC en son siège située sur la 7^e rue dans la commune de Limete à Kinshasa. Rappelons que la Commission ad hoc de réconciliation et règlement des litiges du COC se compose de Roger Bondembe (président), Désiré Bonina (vice-président), José Bolenge Lifala (rapporteur), Me Kenzo Mukendi (membre) et de Crispin Tshimanga (membre).

M.E.

KOFFI OLOMIDE

Un spectacle haut en couleurs à Harare

L'artiste s'est produit le 1^{er} mars à l'occasion du mariage de Bona Mugabe, fille du président zimbabwéen, Robert Mugabe.

Plusieurs grandes personnalités dont des présidents africains ont pris part à cette prestigieuse cérémonie agrémentée par l'artiste congolais dans la résidence présidentielle. Koffi Olomidé et son groupe Quartier Latin ont offert un spectacle haut en couleurs aux invités de marque du président Zimbabwéen. Le chanteur congolais était arrivé à Harare, le 28 février, à la suite de Robert Mugabe qui revenait lui-même de Kinshasa où il avait pris part au sommet du Comesa.

« *Le président Mugabe aime le Zimbabwe et personne ne peut contester cela. Il aime son pays et l'Afrique. Pour moi, en tant qu'Africain, je suis fier de lui parce qu'il aime l'Afrique* », a déclaré le musicien congolais, cité par Nehandaradio.com, lors de son arrivée à Harare. L'artiste congolais s'est également dit honoré de jouer au mariage. « *C'est un honneur d'avoir été choisi par la famille présidentielle pour agrémenter ce mariage. Du fond de mon cœur, je dis merci à son excellence Robert Mugabe et à sa femme. C'est l'un des plus beaux jours de ma vie de chanteur. Je souhaite le meilleur à Bona Mugabe et à son mari, le pilote. C'est un jour mémorable où je vais jouer pour plus de 4.000 personnes. Je suis venu ici*



Koffi Olomidé pendant son spectacle

parce que j'aime les gens et j'aime les rendre heureux. J'aime le Zimbabwe et je ne suis pas un politicien mais un chanteur qui chante pour tout le monde. Chaque fois que je viens ici, je ressens de l'amour et de l'amitié », a fait savoir le chanteur, cité par la même source. L'artiste congolais s'est produit sous un chapiteau dressé pour l'occasion à la résidence du président zimbabwéen. L'artiste musicien avait tenu à préciser que ce mariage ne devrait pas être perçu comme un événement politique mais juste comme le témoignage d'amour d'un père envers sa fille qui se marie. Détentrice d'une maîtrise en comptabilité, Bona Mugabe s'est mariée à Chikore, pilote de ligne chez Qatar Airways.

Patrick Kianimi

FOOTBALL

L'ancien Léopard Lembi Lemons malade et hospitalisé

L'ancien Léopards champions d'Afrique des Nations en 1968 a été transféré depuis le 24 février à l'Hôpital général de référence de Kinshasa.

Selon les informations livrées par le président de la Ligue sportive pour la défense et la promotion des droits de l'homme (Lisped), M^e Alain Makengo Kikandu, cette ancienne gloire du football serait dans un état critique au pavillon 8 de l'Hôpital ex-Mama Yemo, sans ressources. « *Le salaire de Lembi et d'autres anciens Léopards champions d'Afrique 1968 et 1974 est bloqué et gelé arbitrairement depuis trente-deux mois auprès de l'ordonnateur délégué du gouvernement* », a-t-il fait savoir. Ancien joueur de V.Club, Lembi Lemons a donc fait partie de la grande aventure des Léopards de la RDC qui a remporté la finale de la Coupe d'Afrique des Nations 1968 en Éthiopie face au Ghana.

Lembi Lemons est le papa d'Hervé Nzelo-Lembi, international congolais né le 25 août



Les Léopards champions d'Afrique 1968 et 1974

1975 à Kinshasa qui a joué comme défenseur à V.Club, avant d'aller à Lokeren en Belgique en 1992 et d'obtenir le Soulier d'ébène belge lors de son passage au FC Bruges. Il a également porté le maillot du FC Kaiserslautern en Allemagne et de Metalurg Donetsk en Ukraine, avant de revenir à Germinal Beerschot en 2007. Un autre fils de Lembi Lemons a joué dans DCMP avant de s'exiler en Europe.

C'est donc un ancien footballeur glorieux et père de deux footballeurs qui connaît actuellement des ennuis très sérieux de santé, privé de trente-deux mois de salaire.

M.E.

INTEMPÉRIES

Plusieurs quartiers sous les eaux

Une forte pluie, qualifiée par certains de « scandaleuse », s'est abattue sur Pointe-Noire dans la nuit de mardi 4 mars au mercredi 5 mars. Celle-ci a duré près de quatre heures et a occasionné d'énormes dégâts matériels et des pertes en vies humaines.

D'après le constat, aucun arrondissement n'est épargné car, par endroits, des habitations et maisons entières se sont retrouvées au petit matin sous les eaux, surtout celles situées le long de la rivière Tchinouka. Le pont de l'avenue Potignon dans le quartier Tchimbamba, par exemple, a été débordé par les eaux. On

peut aussi, pêle-mêle, citer des quartiers tels que le quartier KM4, Saint-Pierre, une partie de l'OCH non loin du rond-point Château-d'eau, derrière le marché Tié-Tié, derrière l'école para-médicale Jean-Joseph-Loukabou, la zone située derrière le lycée Karl-Max et bien d'autres. Les populations ont pris d'assaut certaines places pour se réfugier, notamment le grand bâtiment, à peine construit, situé à l'arrêt KM4 sur l'avenue Marien-Ngouabi, sur le long de l'avenue de la Révolution et d'autres encore dans certaines familles d'accueil momentanées qui n'ont pas été touchées par les inon-



Plusieurs quartiers de pointe-Noire ont été concernés

dations. Selon des témoins joints au téléphone, le mercredi 5 mars

aux environs de 13 heures, le bilan provisoire fait état des décès, notamment au quartier Agri-Congo dans le sixième arrondissement Ngoyo, au quartier KM4, dans le premier arrondissement Lumumba, au quartier Mpaka-X-OR dans le troisième arrondissement Tié-Tié, et au quartier Joie-du-Congo dans le premier arrondissement Lumumba.

On note des plaintes et grincements de dents des populations de ces quartiers touchés par le sinistre. Interrogées sur ce qui est arrivé, bon nombre de ces personnes souhaitent des opérations d'envergure pour le curage des rivières qui traversent de part en part la ville océane.

Le constat sur le terrain montre aussi que certaines rivières présentent des lits très réduits parce que les populations construisent trop près des berges, en gagnant parfois sur le lit naturel des cours d'eau, et d'autre part les rivières elles-mêmes sont utilisées comme dépotoirs et s'ensablent tout le temps.

Ainsi, il est noté que certaines normes de construction et d'occupation de l'espace ne sont pas respectées. Avec le phénomène du changement climatique, il faut redouter que ce phénomène ne prenne de l'ampleur et devienne de plus en plus dramatique.

Faustin Akono



Quartier Matendé dans le 2^e arrondissement Mvou-Mvou

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

SOLIDARITÉ

La Fondation Ikia-Sassou honore les veuves de Pointe-Noire

Un hommage à cette catégorie sociale de femmes a été rendu le mardi 4 mars à l'occasion d'une messe d'action de grâces dédiée aux femmes veuves à la paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption par ladite fondation.



« La Fondation Ikia-Sassou a un regard particulier envers les veuves, comme cela est recommandé par Dieu, dans l'Ancien Testament. La veuve a toujours fait l'objet de la protection et de la justice divines. Dans le livre du Deutéronome au chapitre 8, il est écrit : « si tu maltraites une veuve et si elle crie vers Dieu, Dieu l'écouterà ». Que le Dieu tout puissant bénisse la présidente de cette fondation pour les nombreuses actions que sa fondation entreprend pour les veuves de Pointe-Noire et du Congo », ont déclaré l'abbé Pierre Célestin, curé de la paroisse Saint-Jean-Bosco, et Eléonore Ngongon présidente de l'association Seconde Famille. Ainsi, en exhortant les femmes veuves à plus de solidarité, à préserver les vertus de paix à travers l'ensemble du pays et en s'engageant à défendre leur cause au-

près des institutions de la République, Claudia Ikia-Sassou et Lydie Pongault, respectivement présidente de la Fondation Ikia-Sassou et chef du département Culture et Art à la présidence de la République, ont indiqué : « La société actuelle a une mauvaise perception de la femme veuve, les coutumes et les mœurs congolaises doivent s'adapter à l'ère du temps pour une meilleure évolution en faveur des veuves en République du Congo. »

Notons que cette fondation entend créer une Maison des veuves en vue de promouvoir les intérêts des femmes veuves et parrainer toutes les associations des femmes veuves en République du Congo. Cette messe était dirigée par l'abbé Louis Pambou, curé de la paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption.

Séverin Ibara

FOIRE AFRICAINE DE PARIS

Les acteurs économiques sont invités à participer

Marc Yao et Richard Cohen, respectivement président et secrétaire général de la Chambre de commerce africaine, sont arrivés le 4 mars dans la ville océane. Ils animeront une conférence de presse ce 6 mars pour informer les acteurs économiques de la tenue de la troisième édition de la Foire africaine de Paris qui se déroulera du 18 au 21 avril à La Halle Freyssinet.

Au cours d'un entretien exclusif avec Les Dépêches de Brazzaville le 5 mars, Marc Yao, qui est aussi le président de cette foire, a lancé un appel aux acteurs économiques du pays à participer à cet événement qui est le plus grand salon d'Europe consacrée à l'Afrique. La Chambre de commerce africaine a pour rôle de favoriser les échanges, rencontres et partenariats entre les entreprises, institutions, ONG et associations africaines et les organisations et entreprises européennes ainsi que des autres continents. « Nous sommes le trait d'union entre l'Afrique et les autres continents », a précisé Marc Yao.

Basée à Paris, cette chambre bénéficie de l'appui de plusieurs partenaires, parmi lesquels Air France, un des sponsors officiels de la troisième édition de la Foire africaine de Paris dont la cérémonie d'ouverture connaîtra la participation de Flora Coquerel, Miss France 2014. Cette foire, qui se veut universelle, est multisectorielle (commerce, beauté,

mode, emploi, artisanat, tourisme...) et est destinée aux professionnels et au grand public. « Nous essayons d'intéresser tout le monde et de faire de sorte que chacun y trouve son compte », a indiqué Richard Cohen. Cette troisième édition de la Foire africaine sera un hommage à Nelson Mandela, « l'homme universel », d'après Richard Cohen. Une cérémonie est prévue à cet effet. Hormis les expositions au niveau des stands et cet hommage, plusieurs autres activités sont prévues, notamment le forum emploi France-Afrique et les salons. Parlant de l'importance de cette foire, Marc Yao a expliqué : « Les Européens ont soif de découvrir les richesses africaines. Ils en entendent souvent parler, mais ne savent pas ce que c'est exactement. Ils viennent donc à cette foire pour le découvrir. » Soutenant ces propos, Richard Cohen a souligné : « L'Afrique est un grand continent qui va énormément compter demain et qu'on ne peut laisser de côté. »

Les inscriptions à la Foire africaine ont déjà été ouvertes. Toutes les personnes et organisations intéressées et désireuses de participer à l'événement peuvent se rapprocher des structures de relais en vue d'obtenir une fiche d'inscription. Il s'agit de La Maison des métiers et de certification située dans l'enceinte de la foire et la radio Ponton FM.

Lucie-Prisca Condhet

VIE DES PARTIS

Le MAR se prépare à affronter les prochaines échéances électorales

Pour faire faces aux élections locales, sénatoriales et présidentielle qui pointent à l'horizon, le bureau politique du Mouvement Action Renouveau (MAR), parti de la majorité présidentielle, s'est réuni le 28 février en vue de mettre en place son plan d'action 2014 ainsi que le budget nécessaire pour la réalisation des activités retenues.

Cette réunion statutaire dirigée par son président, Roland Bouiti-Viaudo, a permis d'examiner la vie du parti et de mettre en place des stratégies électorales pour des victoires futures à ces scrutins. « Nous nous préparons pour affronter les échéances électorales », a indiqué Pascal Oyona, premier vice-président du MAR. De ce fait, il est question, selon lui, de mobiliser au maximum les membres du bureau politique, le se-

crétariat exécutif, les fédérations ainsi que les militants. Le MAR entend se structurer et s'organiser par rapport à aux prochaines élections locales, sénatoriales et présidentielle. Hormis ces aspects, la rencontre a aussi permis de faire un compte rendu de la réunion de travail de ce parti avec le PCT (Parti congolais du travail) tenue le 20 janvier à Brazzaville. Celle-ci a permis aux deux partis de faire le point de leur partenariat et d'examiner les perspectives d'avenir axées principalement sur les prochaines échéances électorales. À propos de ces scrutins, Roland Bouiti-Viaudo, président du MAR, a, au sortir de cette réunion, appelé les partis de l'opposition (Upads, MNLC, UPDC, JUR, Must...) qui ont décidé d'arrêter de participer aux commissions de certification des résultats du recensement adminis-

tratif, à « se ressaisir et à revenir à la table des discussions pour présenter leurs doléances et leurs observations ». Soutenant ces propos, Pascal Oyona a souligné : « Ce qui importe pour nous, c'est de montrer à l'opinion, à l'ensemble des militants et appareils politiques de notre pays qu'au MAR, nous pratiquons le consensus. Quand nous avons une démarche nationale acceptée par tous, issue de la dernière concertation de Dolisie, il est dommage qu'un parti se retire quand il se trouve en désaccord sur tel ou tel aspect. Il faut faire valoir le consensus et revenir dans la discussion pour faire valoir ses arguments. C'est aussi cela la démocratie. Nous attendons de voir si les amis de l'opposition ont tenu compte de cet appel du MAR à Brazzaville. »

L.P.C.

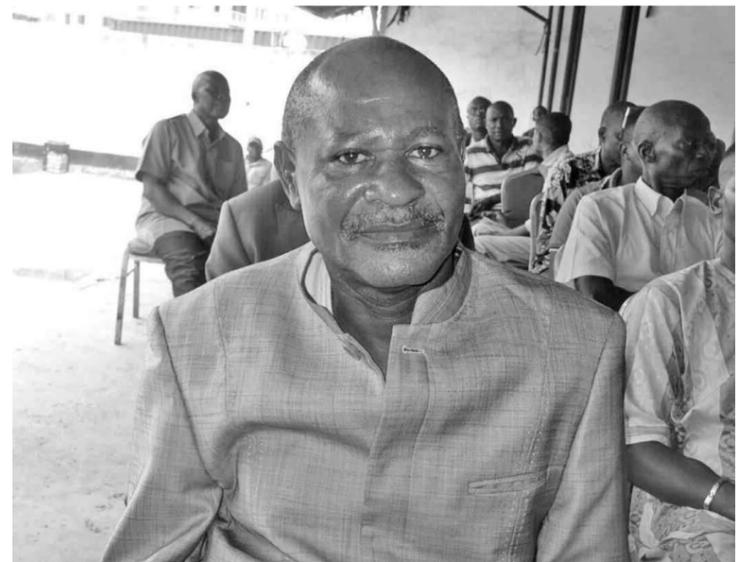
HANDBALL

Roger Houvitiha reprend les commandes de la ligue

La ligue de handball de Pointe-Noire a organisé son assemblée générale électorale le 1er mars au Mess mixte de garnison. À l'issue du scrutin, le colonel Roger Houvitiha a été élu pour un mandat de deux ans. Il a battu son seul concurrent, Laurent Odzola, par 8 voix contre 1.

D'abord troisième vice-président de cette même ligue de 2007 à 2009, ensuite président de 2009 à 2011, Roger Houvitiha a repris les rênes de la ligue de handball de la ville côtière pour un deuxième mandat de deux ans. Le président sortant étant absent pendant tout son mandat, le nouveau président élu était face à un autre challenger également ancien président de la même ligue, Laurent Odzola, de 2007-2009, qui a reconnu sa défaite après le vote.

Cette assemblée a été supervisée par le premier vice-président de la Fédération congolaise de handball (Fécohand), Osée Serge Ehatta, assisté du délégué du directeur départemental des sports de Pointe-Noire. « L'élection s'est passée démocratiquement, le président élu est un ancien qui a dirigé cette ligue pendant deux mandats, il revient encore. J'espère qu'il a corrigé les erreurs passées. Dans la dynamique des Jeux africains de Brazzaville 2015, je crois qu'il est bien placé pour relever ce défi », a assuré le dé-



Le colonel Roger Houvitiha, président de la ligue de handball de Pointe-Noire

légué de la Fécohand. Il a martelé que le programme d'activité de la fédération, adopté lors du conseil inaugural de la fédération, prend en compte toutes les ligues départementales. Ce programme prévoit la formation des entraîneurs, des arbitres et des officiels de table. « C'est par rapport à ce programme que l'on

pourra relever le niveau des athlètes », a-t-il souligné. En effet, le délégué de la Fécohand a appelé les membres élus au sérieux. « Il faut être sérieux, le problème ce n'est pas de se repositionner. Nous avons besoin des hommes sérieux dans le travail pour relever le handball », a-t-il indiqué. Osée Serge Ehatta a, par ailleurs, souligné que la ligue de Pointe-Noire étant une ligue fard, la fédération suivra ses activités de près. Cependant, dans son mot de circonstance, le président élu, Roger Houvitiha, s'engage à lancer rapidement le championnat. « Nous sommes très en retard, car depuis la clôture du championnat national aucune équipe n'est mise en jambe. Nous devons nous atteler rapidement à mettre les équipes en jambe avant le lancement du championnat », a-t-il expliqué.

Charlem Léa Legnoki

La nouvelle équipe du bureau exécutif de la ligue de Pointe-Noire :

Président : Roger Houvitiha
1^{er} vice-président : Mountou Balou
2^e vice-président : Jean Fulgence Kimbouala
3^e vice-président : Charles Kihoulou
4^e vice-président : Michel Ikama
Secrétaire général : Apollinaire Loukolo
Secrétaire général adjoint : Jenoir Bahouna
Trésorier général (agent de la direction départementale des sports)
Trésorier général adjoint : Diallo Demba
Commissariat aux comptes
Président : Jean Tchemtchua
Charles Sita, Paul Miyalou Massala, Victor Matené

FOOTBALL

Prince Oniangué : «Ce qui importe, c'est que mes prestations servent le collectif»

Meilleur buteur de son club avec huit buts, Prince Oniangué est l'un des artisans de la bonne saison du Stade de Reims. Et s'affirme journée après journée comme la meilleure « affaire » du mercato 2013. Mais loin de fanfaronner, l'ancien Rennais parle de plaisir, d'épanouissement, de collectif, de préparation. Et de Dieu, bien entendu.

Les Dépêches de Brazzaville : Prince, tu viens d'inscrire ton huitième but de la saison. Reims enchaîne les bons résultats et commence à regarder vers le haut du classement. Tous les voyants sont au vert au Stade de Reims ?

Prince Oniangué : Oui, et je rends grâce à Dieu qui nous accompagne au quotidien dans notre parcours. Au niveau collectif, nous avançons bien et c'est primordial. On voulait d'abord assurer le maintien, qui était l'objectif numéro un du club. Maintenant que c'est fait, on peut viser plus haut, en tout humilité. Quant à ma situation personnelle, le bilan est

bon. Mais ce qui importe, c'est que mes prestations servent le collectif. Après, on fera les comptes en fin de saison.



Prince Oniangué

LDB : Le public rémois est heureux et il est en train de se trouver un nouveau chouchou. Le courant passe bien entre Prince Oniangué et le Stade Delaune...

P.O. : Oui, c'est vrai que le courant passe bien. C'est important que l'ambiance autour du club soit sereine et positive. Être acclamé par le stade n'est pas un objectif pour moi, mais contribuer à rendre le public heureux me comble de joie. Ce partage d'émotions positives que sont l'amour et la paix est important. Je joue au football pour prendre du plaisir, mais aussi pour en donner aux gens. Et c'est le cas en ce moment.

À l'intersaison, tu avais d'autres offres, mais tu as choisi Reims. Tu as trouvé le club qui te convient, sportivement

et humainement ?

Quand tout est dirigé par le patron là-haut (il montre le Ciel du regard, NDLR), on est toujours au bon endroit au bon moment. Comme j'ai suivi la voix du Seigneur, je ne suis pas surpris. C'était le bon choix, et je le savoure chaque jour.

LDB : Quand la presse française parle de toi, l'expression « box to box » est de plus en plus employée. C'est un profil qui te convient ?

P.O. : C'est vrai que c'est un rôle dans lequel je me plais bien. J'ai un profil particulier, j'aime défendre, j'aime attaquer, j'aime conclure les actions... C'est un rôle dans lequel je m'épanouis.

Tu peux jouer à plusieurs postes, de la défense centrale à milieu relayeur, voir offensif comme lors de Corse-Congo. À quel poste souhaites-tu te fixer ?

C'est vrai que ma polyvalence est un atout : j'ai été formé au milieu de terrain, j'ai joué défenseur central, j'ai joué milieu offensif, j'ai joué milieu excentré. En fait par-

tout, à part latéral gauche, gardien et attaquant. Et finalement, cette polyvalence m'aide dans ce profil « box to box ». Je ne suis pas figé sur un seul poste et je donne le maximum là où mon équipe a besoin de moi.

LDB : Tu n'as jamais joué attaquant, mais quand on regarde ton deuxième but face à Monaco et celui marqué le week-end dernier contre VA, on retrouve le flair du vrai buteur, de l'avant-centre qui est toujours à la retombée du ballon. Ça se travaille ?

P.O. : Je travaille beaucoup ma préparation de match. Toute la semaine, j'essaie d'envisager et de visualiser les situations qui pourront arriver durant la rencontre suivante, à étudier les scénarios de match. Du coup, quand ces situations se produisent, je ne suis pas surpris. Cela me permet d'être dans l'action et non pas dans la réaction. La qualité de la préparation détermine souvent la qualité de la performance.

Propos recueillis à Orly par C.D.

Delvin Ndinga : « Pour les supporteurs, il aurait mieux valu perdre en Ligue des champions et gagner ce derby »

Rencontré lors de son escale à Paris, lundi soir, alors qu'il allait rejoindre la sélection congolaise à Tunis, Delvin Ndinga est revenu sur la folle semaine de l'Olympiakos, vainqueur de Manchester United en Ligue des champions, mais gîlé lors du derby par le Panathinaïkos (0-3). L'ancien Auxerrois exprime aussi sa satisfaction au moment d'entamer une fin de saison haletante avec le club grec.

Les Dépêches de Brazzaville : Delvin, alors, quel bilan tirer de cette semaine après une victoire remarquable contre Manchester United, mais un revers contre le grand rival du Pana ?

Delvin Ndinga : C'est incroyable à dire, mais pour les supporteurs, il aurait mieux valu perdre en Ligue des champions et gagner ce derby. Nous, les joueurs, nous relativisons car nous restons leaders du championnat, avec 19 points d'avance sur le second. Mais bon, c'est dommage car en cas de succès face au Pana, on aurait assuré le titre, à domicile. À nous de remporter le prochain match et surtout de bien préparer le match retour à Manchester, le 19 mars.

LDB : Durant ce match, on t'a vu très présent à la récupération, davantage sur le deuxième ballon qu'au duel, et être le premier re-

lanceur de ton équipe. Quelles étaient tes consignes ?

D.N. : Déjà, il faut savoir que notre entraîneur est un Espagnol (Ndlr : le célèbre Michel, membre de la prestigieuse Quinta del Buitre, qui fit le bonheur du Real Madrid à la fin des années 80) : il insiste davantage sur le jeu et sur les relances que sur l'impact physique. J'ai essayé de respecter au mieux ses consignes et ça s'est plutôt bien passé. Mais il ne faut pas tomber dans l'euphorie, car il reste le match retour. Nous ne sommes qu'à la moitié du chemin qui mène aux quarts-de-finale.

LDB : Comment expliques-tu le décalage qu'il y a entre la prestation de haut niveau que tu as fournie face aux Red Devils et ton statut de remplaçant à l'Olympiakos, en particulier en championnat (14 matchs joués, 8 comme titulaire en Super League) ?

D.N. : Au départ, quand le club m'a recruté, c'était pour la Coupe d'Europe, puisque le staff avait en mémoire mes prestations dans cette compétition avec Auxerre (saison 2010-2011). Malheureusement, comme je ne jouais pas beaucoup en championnat lors de la première partie de saison (4 titularisations, 3 entrées en jeu), je n'ai pas joué autant que je voulais lors de la phase de poules. Mais les dirigeants m'ont réitéré leur confiance et le coach

m'a lancé pour ce match important. Sur ce que j'ai fourni sur les derniers matchs (cinq titularisations lors des sept derniers matchs de l'Olympiakos), le coach est content et veut même que je reste la saison prochaine. Donc la roue tourne dans le bon sens. Après, on verra ce que nous réserve l'avenir.

LDB : Est-ce que la suite de votre parcours en Ligue des champions peut influencer ton choix pour la saison prochaine ?

D.N. : Oui, ça peut jouer, mais le dernier mot reviendra à l'AS Monaco, avec laquelle je suis encore lié pour les deux prochaines saisons. Je pense qu'eux aussi regardent mes prestations, dont celle face à Manchester. De mon côté, j'essaie de ne pas trop me focaliser là-dessus. J'y réfléchirai le moment venu. Actuellement, je travaille beaucoup pour retrouver le niveau qui était le mien à Auxerre, avant mon transfert avorté à Lyon. Ça revient petit à petit, donc je continue de me concentrer sur le terrain et sur mon jeu. Et puis il faut savourer la chance que l'on a de disputer un huitième-de-finale de Ligue des champions, et pourquoi pas un quart.

LDB : Quand tu vois le temps de jeu de Kondgobia à Monaco (international français recruté pour 20 millions d'euros le 31 août, il n'a été titularisé



Delvin Ndinga

qu'à 10 reprises en Ligue 1 pour 18 apparitions), tu te dis que tu as fait le bon choix en acceptant ce prêt à l'Olympiakos ?

D.N. : Après mon départ pour Athènes, quand je regardais les matchs de l'ASM, j'avais un peu d'amertume et je regrettais un peu d'être parti, de ne pas avoir été plus patient pour m'imposer à Monaco. Et finalement, je ne regrette pas : je joue des grands

matchs dans la meilleure des compétitions européennes, j'apprends et je progresse et je me dirige vers un titre de champion à mon palmarès. Donc aucun regret. Et peut-être que j'aurai à nouveau ma chance à Monaco. Et alors, je reviendrai plus fort grâce à cette saison.

Propos recueillis à Orly par Camille Delourme